

La Banque Scotia inscrit un bénéfice accru de 980 millions de dollars au deuxième trimestre

Chiffres clés du deuxième trimestre :

- Bénéfice par action (dilué) de 0,97 \$, contre 0,82 \$ pour le trimestre précédent et 1,03 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent
- Bénéfice net de 980 millions de dollars, en regard de 835 millions de dollars pour le trimestre précédent et de 1 039 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent
- Rendement des capitaux propres de 21,4 %, contre 22,4 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent
- Ratio de productivité de 54,8 %, en regard de 53,8 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent
- Dividende trimestriel haussé de 2 cents pour s'établir à 49 cents par action ordinaire

Toronto, le 27 mai 2008 – Pour le deuxième trimestre, la Banque Scotia a annoncé aujourd'hui avoir inscrit un bénéfice net de 980 millions de dollars, en baisse de 6 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent mais en hausse de 145 millions de dollars, ou de 18 %, par rapport à celui du trimestre précédent.

Le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 0,97 \$, contre 1,03 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 0,82 \$ pour le trimestre précédent. Le rendement des capitaux propres est demeuré vigoureux à 21,4 %.

« La Banque Scotia s'est bien comportée au cours d'un trimestre qui comportait beaucoup de défis pour le marchés des capitaux internationaux » a déclaré M. Rick Waugh, président et chef de la direction de la Banque. Par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, nous avons enregistré une hausse du revenu d'intérêts net et le Réseau canadien, Scotia Capitaux et les Opérations internationales ont affiché une forte croissance de l'actif. Les résultats du trimestre écoulé ont également profité de l'effet favorable des acquisitions récentes. Toutefois, ces gains ont été annulés par l'incidence défavorable de la conversion de devises, l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, la baisse des revenus tirés des marchés des capitaux et la hausse des frais liés aux projets favorisant la croissance des revenus.

« Notre Réseau canadien se comporte très bien sur un marché concurrentiel. La division a connu une forte croissance de l'actif moyen et accru sa part de marché dans les secteurs des prêts hypothécaires à l'habitation, du total des dépôts et des fonds communs de placement.

« Grâce à l'effet combiné de la croissance interne et des apports liés aux acquisitions, les Opérations internationales ont affiché un bénéfice enviable d'un exercice sur l'autre. Ces résultats ont été atteints en dépit de l'incidence négative de la conversion de devises ayant découlé de l'appréciation rapide du dollar canadien en 2007. Nous continuons de constater une croissance de l'actif dans toutes les régions grâce aux apports importants liés à notre dernière acquisition au Chili et à la croissance soutenue enregistrée au Pérou, dans les Antilles et en Amérique centrale.

« Les résultats de Scotia Capitaux ont été solides au cours de ce trimestre tumultueux qui se distingue par les résultats sans précédent atteints par ScotiaMocatta, la forte croissance des prêts et l'élargissement des écarts de taux. Cependant, si les revenus de transaction n'ont pas atteint les niveaux élevés de l'exercice précédent, ils se sont redressés au cours du premier trimestre.

« Pendant une période où de nombreuses institutions financières ont connu des difficultés considérables sur les marchés des capitaux nationaux et internationaux, la solidité de notre gestion du risque et nos expositions limitées au risque se traduisent par des réductions de valeur minimales. Nos portefeuilles de prêts se sont très bien comportés : Scotia Capitaux a inscrit des recouvrements nets, et les pertes sur prêts des autres secteurs d'activité ont été bien contenues.

« Nous continuons de gérer prudemment notre situation du capital afin de nous assurer qu'elle puisse nous permettre de soutenir les acquisitions stratégiques et les occasions de développement continu des affaires.

« Malgré une conjoncture difficile, nous sommes en bonne voie d'atteindre trois de nos quatre grands objectifs financiers et opérationnels : le RCP, la productivité et le maintien de solides coefficients de capital. Ces réussites témoignent de la vigueur relative de nos activités et de nos stratégies. Toutefois, les difficultés auxquelles ont fait face les marchés des capitaux internationaux depuis le début de l'exercice continuent de se répercuter sur notre bénéfice, et c'est pourquoi il est peu probable que nous atteignons notre objectif de croissance du bénéfice par action fixé à la fin du dernier exercice. Toutefois, le rebondissement du bénéfice dont nous avons été témoins au cours du trimestre, la solide croissance de l'actif dans nos trois secteurs d'activité et l'amélioration des frais de financement laissent présager un deuxième semestre plus vigoureux pour 2008. Compte tenu de ce qui précède et de la solidité et de l'amélioration de notre situation du capital, nous avons augmenté le dividende de 2 cents pour le porter à 49 cents par action ordinaire. Ce faisant, nous maintenons notre tradition et assurons la croissance continue du dividende pour les actionnaires. »

T2

2008

Résultats cumulatifs par rapport aux principaux objectifs financiers et opérationnels de 2008 :

1. Objectif : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP)¹⁾ se situant entre 20 % et 23 %. Pour le semestre à l'étude, la Banque Scotia a affiché un RCP de 20 %.

2. Objectif : Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire (dilué) de 7 % à 12 %. D'un exercice sur l'autre, le bénéfice par action a enregistré une croissance négative de 12 %.

3. Objectif : Maintenir un ratio de productivité¹⁾ inférieur à 57 %. Le ratio de la Banque Scotia a été de 55,6 % pour le premier semestre.

4. Objectif : Maintenir de solides coefficients de capital. À 9,6 %, le coefficient du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia demeure solide, selon les normes canadiennes et internationales.

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.



	Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates			Pour les semestres terminés les	
<i>(non vérifié)</i>	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Résultats d'exploitation <i>(en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts net	1 873	1 814	1 794	3 687	3 570
Revenu d'intérêts net (BMEF ¹⁾)	1 973	1 932	1 903	3 905	3 784
Total des revenus	3 172	2 839	3 102	6 011	6 211
Total des revenus (BMEF ¹⁾)	3 272	2 957	3 211	6 229	6 425
Dotation à la provision pour pertes sur créances	153	111	20	264	83
Frais autres que d'intérêts	1 794	1 669	1 726	3 463	3 450
Charge d'impôts	209	193	286	402	563
Charge d'impôts (BMEF ¹⁾)	309	311	395	620	777
Bénéfice net	980	835	1 039	1 815	2 059
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	958	814	1 028	1 772	2 040
Rendement de l'exploitation					
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	0,97	0,83	1,04	1,80	2,06
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	0,97	0,82	1,03	1,79	2,04
Rendement des capitaux propres <i>(en pourcentage)</i> ¹⁾	21,4	18,3	22,4	20,0	22,4
Ratio de productivité <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	54,8	56,5	53,8	55,6	53,7
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ¹⁾)	1,76	1,79	1,93	1,78	1,92
Données du bilan <i>(en millions de dollars)</i>					
Liquidités et titres	129 749	130 893	131 296		
Prêts et acceptations	267 875	260 501	226 310		
Total de l'actif	452 573	449 422	411 710		
Dépôts	322 438	316 797	291 603		
Actions privilégiées	2 210	1 865	1 290		
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18 213	18 128	18 705		
Actifs sous administration	202 266	195 155	208 426		
Actifs sous gestion	32 917	31 704	30 448		
Mesures du capital ²⁾					
Coefficient du capital de catégorie 1 <i>(en pourcentage)</i>	9,6	9,0	10,1		
Coefficient du capital total <i>(en pourcentage)</i>	11,7	10,2	11,4		
Coefficient des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque ³⁾ <i>(en pourcentage)</i>	7,5	7,2	8,0		
Actif pondéré en fonction du risque <i>(en millions de dollars)</i>	218 878	234 876	213 078		
Qualité du crédit					
Montant net des prêts douteux ³⁾ <i>(en millions de dollars)</i>	845	689	579		
Provision générale pour pertes sur créances <i>(en millions de dollars)</i>	1 323	1 298	1 298		
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations ³⁾	0,32	0,26	0,26		
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,24	0,18	0,08	0,21	0,10
Données sur les actions ordinaires					
Cours de l'action <i>(en dollars)</i>					
Haut	50,00	54,00	54,73	54,00	54,73
Bas	42,00	43,10	49,34	42,00	48,80
Clôture	47,82	48,19	53,39		
Actions en circulation <i>(en millions)</i>					
Moyenne (de base)	986	985	992	985	992
Moyenne (diluée)	992	992	1 001	992	1 001
Fin de la période	987	985	990		
Dividendes par action <i>(en dollars)</i>	0,47	0,47	0,42	0,94	0,84
Rendement de l'action <i>(en pourcentage)</i>	4,1	3,9	3,2	3,9	3,2
Ratio de distribution ⁴⁾ <i>(en pourcentage)</i>	48,4	56,9	40,6	52,3	40,9
Capitalisation boursière <i>(en millions de dollars)</i>	47 194	47 487	52 840		
Valeur comptable par action ordinaire <i>(en dollars)</i>	18,45	18,40	18,90		
Ratio de la valeur de marché à la valeur comptable	2,6	2,6	2,8		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	12,7	12,5	13,7		
Autres données					
Employés ⁵⁾	62 143	62 002	55 926		
Succursales et bureaux ⁵⁾	2 529	2 458	2 242		

1) Mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la page 6 pour l'analyse de ces mesures.

2) Depuis le 1^{er} novembre 2007, les coefficients de capital réglementaire sont déterminés selon les règles de Bâle II. Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été déterminés selon les règles de Bâle I.

3) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision spécifique pour pertes sur créances.

4) Représente le dividende sur actions ordinaires de la période en pourcentage du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires au cours de la période.

5) Certains chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de comprendre les chiffres définitifs de toutes les nouvelles acquisitions.

Stratégies de réussite

Au deuxième trimestre, la volatilité des marchés des capitaux internationaux a persisté. La Banque a franchi les obstacles et les résultats se sont améliorés par rapport à ceux du premier trimestre, grâce à l'excellente performance que la plupart de nos secteurs ont continué d'enregistrer. Nous demeurons convaincus de pouvoir atteindre la plupart de nos grands objectifs financiers et opérationnels mais il est peu probable que nous atteignons nos objectifs en matière de croissance du bénéfice.

Notre stratégie de croissance est la bonne, étant axée sur la diversification par activité et par secteur géographique, et nous avons les bonnes priorités pour garantir notre réussite à long terme : croissance soutenue des revenus, gestion efficace des capitaux et leadership.

Nous avons encore trouvé de nouveaux moyens de favoriser et de soutenir la croissance de nos revenus en aidant nos clients à améliorer leur situation financière. Au cours du trimestre écoulé, nous avons lancé des produits et services innovateurs, par exemple le Fonds Scotia mondial des changements climatiques, le premier de sa catégorie au Canada. Nous avons aussi amorcé notre programme d'épargne Dépôt d'appoint, qui permet aux clients d'accroître leur épargne chaque fois qu'ils utilisent leur carte Scotia pour faire un achat à un point de vente.

Encore une fois, nous avons utilisé nos capitaux avec prudence de manière à maintenir un bilan vigoureux tout en demeurant capables de soutenir la croissance globale de l'actif et les acquisitions stratégiques – notamment l'acquisition de certains actifs de Grupo Altas Cumbres, au

Chili. Ces actifs comprennent Banco de Antigua, au Guatemala, les actifs de Banco de Ahorro y Credito Altas Cumbres, en République dominicaine, ainsi que Banco del Trabajo, du Pérou. Cette dernière acquisition a été annoncée après la fin du trimestre.

Sur la question du leadership, nous avons un effectif extrêmement capable et nous continuons de former des leaders en élargissant leur expérience dans divers secteurs et marchés. Nous avons aussi favorisé l'avancement professionnel de notre personnel en mettant sur pied un site intranet qui offre aux leaders actuels et éventuels des outils pour les aider à établir un plan de carrière.

Malgré les difficultés du début de l'exercice, notre bénéfice a connu un rebondissement au deuxième trimestre. Cette amélioration globale de la conjoncture, alliée à la réduction des frais de financement et à une solide croissance de l'actif dans nos trois secteurs d'activité, de même qu'au maintien d'une gestion efficace du risque et des coûts, laisse augurer un deuxième semestre plus vigoureux en 2008. Nous croyons toujours que notre équipe exceptionnelle sera capable de mettre en oeuvre nos stratégies de manière efficace durant le reste de l'exercice tout en préservant nos priorités.



Rick Waugh

Président et chef de la direction

Objectifs 2008 – Notre tableau de bord équilibré

Résultats financiers

- Rendement des capitaux propres de 20 % à 23 %
- Croissance de 7 % à 12 % du bénéfice dilué par action
- Valeur à long terme pour les actionnaires grâce à l'augmentation des dividendes et à l'appréciation du cours de l'action

Exploitation

- Ratio de productivité inférieur à 57 %
- Bonnes cotes de crédit
- Pratiques saines en matière de gouvernance d'entreprise et de conformité
- Solides coefficients de capital

Clientèle

- Niveau élevé de satisfaction et de fidélité de la clientèle
- Relations plus étroites avec nos clients existants
- Recrutement de nouveaux clients

Personnel

- Niveau élevé de satisfaction et d'engagement des employés
- Grande diversité de nos effectifs
- Engagement envers la responsabilité sociale de l'entreprise et la participation dans la collectivité

Réseau canadien

- Au cours du trimestre, nous avons poursuivi l'expansion stratégique de notre réseau de distribution en y intégrant quatre nouvelles succursales dans des marchés à forte croissance. Nous avons l'intention d'en ouvrir environ une dizaine de plus avant la fin de l'exercice. De plus, au cours du premier semestre de 2008, nous avons accru notre capacité de vente sur des marchés clés en croissance, en recrutant 103 représentants des ventes pour nos services aux particuliers et aux petites entreprises.
- Afin de répondre aux besoins des clients et d'améliorer leur expérience, nous avons continué à concevoir d'autres produits.
 - Placement direct ScotiaMcLeod a lancé le Service Dynamique Scotia, qui s'adresse à nos clients les plus actifs en ligne en leur proposant un choix de frais forfaitaires peu élevés qui varient en fonction de leur volume d'opérations trimestriel.
 - Nous avons lancé la carte VISA Or Scotia Passeport qui permet aux petites entreprises d'accumuler de précieux points qu'elles peuvent échanger contre une grande variété de récompenses et qui permet aux propriétaires de tenir des comptes distincts pour leurs dépenses d'entreprise et leurs dépenses personnelles.
- En mars dernier, nous avons lancé un site de hockey sur le Web (scotiahockey.com) pour témoigner de notre association permanente avec le sport favori des Canadiens. Le lancement s'est fait dans le cadre d'un concours national baptisé Ma Coupe Stanley, qui mettait les Canadiens au défi de créer leur propre réplique de la coupe Stanley. Sept semaines ont suffi pour que, d'un océan à l'autre, le concours se fasse connaître par plus de cent mille amateurs de hockey, essentiellement de bouche à oreille, ce qui a accentué notre visibilité nationale et accru la notoriété de notre marque.

Opérations internationales

- Nous poursuivons nos investissements au Pérou, marché clé en pleine croissance. En mai, nous avons annoncé :
 - une augmentation de notre participation dans Scotiabank Peru, qui est passée à 98 %, après avoir acquis la participation de 20 % que détenait Intesa Sanpaolo;
 - l'acquisition des activités de Banco Del Trabajo, au Pérou, ce qui a accru notre part de l'important marché du crédit à la consommation.
- Nous continuons à agrandir notre réseau de distribution sur les marchés clés :
 - Nous avons ouvert 14 succursales au cours du trimestre et nous prévoyons en ouvrir de 90 à 100 nouvelles en 2008.
 - Nous avons mis sur pied un bureau du Groupe de gestion privée à la Barbade, qui vient s'ajouter à ceux aux Bahamas, aux îles Caïmans et en République Dominicaine, afin d'offrir un meilleur service à nos clients bien nantis. Nous prévoyons ouvrir sept nouveaux bureaux du Groupe de gestion privée pendant le reste de l'exercice.
- Nos élargissons nos services de cartes de crédit afin d'offrir plus de valeur à nos clients. À cet effet, nous lançons la nouvelle carte Visa Aéro Platine, qui est assortie de son propre programme de primes de voyage à Trinité, une nouvelle carte Mastercard Black à l'intention de nos clients du Groupe de gestion privée aux Bahamas et aux îles Caïmans, ainsi qu'une nouvelle carte Global Card visant le financement à la consommation, par l'intermédiaire de notre coentreprise au Mexique.

- Nous avons entrepris et la fusion de nos centres d'appels dans les Antilles anglaises afin d'accroître tant leur efficacité que leurs capacités.

Scotia Capitaux

- Les établissements canadiens de Scotia Capitaux ont remporté plusieurs prix décernés par un éminent cabinet de conseils et de recherche stratégiques, dont une première place pour les opérations de change, les opérations sur capitaux d'emprunt et les opérations sur produits dérivés destinés aux grandes entreprises.
- Scotia Capitaux a agi en qualité de conseiller financier avec d'autres auprès du conseil de Corporation Hélicoptère CHC dans le cadre de la vente, au coût de 3,7 milliards de dollars, de CHC à First Reserve Corporation, société de capital-investissement de premier plan du secteur de l'énergie.
- Scotia Waterous agit actuellement en tant que conseiller financier avec d'autres auprès de Bois d'Arc Energy, Inc. dans le cadre de l'acquisition de celle-ci, au coût de 1,8 milliard de dollars américains, par Stone Energy Corporation. L'entité issue de la fusion deviendra l'une des plus importantes sociétés en exploitation dans le golfe du Mexique.
- Scotia Capitaux a été, conjointement avec d'autres, le teneur de livres et le chef de file dans le cadre d'une opération où Vidéo-tron Ltée a émis pour 455 millions de dollars américains de billets de premier rang. Nous étions l'unique chef de file pour le montage du programme de couverture connexe.

Faits saillants concernant le personnel

- Notre volonté d'être un employeur de choix à l'échelle internationale a été reconnue par le Great Place to Work Institute qui a classé la Banque Scotia parmi les meilleurs employeurs d'Amérique centrale et des Antilles pour l'année 2008. La reconnaissance annuelle se fonde principalement sur les commentaires fournis par les employés dans un sondage qui mesure le niveau de confiance, de fierté et de camaraderie en milieu de travail. Le sondage a couvert Porto Rico, la République dominicaine, El Salvador et le Costa Rica.

Engagement dans la collectivité

- La Banque Scotia a créé le fonds de responsabilité sociale des entreprises pour le Mexique à l'Université de l'Alberta, à Edmonton. Les bourses serviront à financer et à améliorer l'enseignement et la recherche pour les étudiants de premier cycle et de cycle supérieur, venant du Mexique ou allant au Mexique, de la faculté des sciences agricoles, des sciences de la vie et des sciences environnementales de cette université.
- La Banque Scotia a annoncé un nouveau partenariat avec Caribana. L'entente inclut le parrainage du titre du festival Caribana de Toronto, qui célèbre annuellement la musique, la cuisine, l'allégresse, les arts visuels et les arts de la scène des Antilles. Le festival a attiré plus de 1,2 million de personnes l'année dernière et constitue un attrait touristique important pour la ville. Ce partenariat sera un prolongement de la présence, déjà importante, de la Banque Scotia dans les Antilles et de notre appui à la diversité et à la collectivité que nous servons.

Déclarations prospectives Nos communications publiques comprennent souvent des déclarations prospectives verbales et écrites. Le présent document renferme ce genre de déclarations, et de telles déclarations peuvent également être intégrées à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières du Canada ou de la *Securities and Exchange Commission* des États-Unis, ou à toute autre communication. De telles déclarations sont formulées aux termes des règles d'exonération de la loi américaine de 1995 intitulée *Private Securities Litigation Reform Act* et des lois sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Ces déclarations comprennent des observations concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour atteindre ces objectifs, ses résultats financiers prévisionnels (y compris ceux relevant du domaine de la gestion du risque) et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les déclarations prospectives à l'emploi de termes ou d'expressions comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « projeter », « pourrait augmenter » et « pourrait fluctuer » et autres expressions similaires ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels risquent de différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants dont plusieurs sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs sont notamment la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités; l'incidence des changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs, notamment les changements apportés aux lois fiscales; le risque opérationnel et le risque de réputation; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun sur des marchés réceptifs; l'aptitude de la Banque à étendre ses canaux de distribution existants et à en mettre sur pied de nouveaux afin d'accroître ses revenus; l'aptitude de la Banque à mener à terme ses acquisitions et ses autres stratégies de croissance et à intégrer les établissements acquis; les modifications des conventions et des méthodes comptables dont la Banque se sert pour présenter sa situation financière et ses résultats d'exploitation, y compris les incertitudes entourant les principales hypothèses et estimations comptables; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; l'aptitude de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus des habitudes de dépense et d'épargne du consommateur; les changements technologiques, la fraude perpétrée par des tiers à l'interne ou à l'extérieur de la Banque, notamment par l'utilisation inédite de nouvelles technologies pour commettre des fraudes à l'endroit de la Banque ou de ses clients; le regroupement du secteur canadien des services financiers; la présence de nouveaux concurrents et des concurrents établis; les procédures judiciaires et réglementaires; les cas de force majeure comme les tremblements de terre et les ouragans; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les actes terroristes et la guerre contre le terrorisme; les incidences de maladies ou d'épidémies sur les économies locales, nationales ou internationale; les perturbations des infrastructures publiques, notamment les transports, les communications, l'électricité et l'eau; de même que l'aptitude de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. La Banque consacre une bonne partie de ses activités à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Tout événement imprévu touchant ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que la performance réelle de la Banque soit, dans une mesure importante, différente de celle envisagée par les déclarations prospectives. Pour plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la page 56 du rapport annuel 2007 de la Banque.

La liste des facteurs importants énoncés ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses titres, les investisseurs et les autres personnes doivent se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être faites de temps à autre par elle ou en son nom.

La rubrique « Perspectives » contenue dans le présent rapport est fondée sur les opinions de la Banque; leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés lors de la lecture de cette rubrique.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle, sur le site Web de SEDAR, à www.sedar.com, ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer son rendement, la Banque a recours à diverses mesures financières. Certaines d'entre elles ne sont pas calculées selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») ni définies par ceux-ci. Ces mesures n'ont aucune signification normalisée qui assurerait qu'elles sont cohérentes et comparables à celles du même nom utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR se trouvent dans notre rapport de gestion aux pages 7 à 17. Leur définition est donnée ci-dessous :

Base de mise en équivalence fiscale

La Banque analyse le revenu d'intérêts net et le total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale (« BMEF »). Cette méthode majore le revenu exonéré d'impôts gagné sur certains titres et comptabilisé dans le revenu d'intérêts net jusqu'à un montant équivalent avant impôts. Une augmentation correspondante est inscrite à la charge d'impôts, ce qui signifie qu'il n'y a aucune incidence sur le bénéfice net. La direction est d'avis que cette méthode permet d'établir une comparaison uniforme du revenu d'intérêts net découlant de sources imposables et de celui provenant de sources non imposables et qu'elle favorise une méthode cohérente de mesure. Bien que d'autres banques utilisent également la BMEF, la méthode qu'elles utilisent pourrait ne pas être comparable à celle de la Banque. Pour la période à l'étude, le montant de la majoration du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts au titre de la BMEF s'élève à 100 millions de dollars, contre 109 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 118 millions de dollars au trimestre précédent.

Aux fins de la présentation des informations sectorielles, le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts des secteurs sont majorés d'un montant équivalent imposable. L'élimination de la majoration au titre de la BMEF est comptabilisée dans le secteur « Autres ».

Ratio de productivité (BMEF)

La direction utilise le ratio de productivité comme mesure de l'efficacité de la Banque. Ce ratio représente les frais autres que d'intérêts exprimés en pourcentage du total des revenus, sur une base de mise en équivalence fiscale.

Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen (BMEF)

Ce ratio représente le revenu d'intérêts net, sur une base de mise en équivalence fiscale, exprimé en pourcentage du total de l'actif moyen.

Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres est une mesure de rentabilité qui présente le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, exprimé en pourcentage du capital qui a été investi pour réaliser ce bénéfice. L'adoption des nouvelles normes comptables traitant des instruments financiers au premier trimestre de 2007 s'est traduite par certains gains et pertes non réalisés qui sont constatés dans une nouvelle composante des capitaux propres. La Banque calcule le rendement de ses capitaux propres à l'aide des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, compte tenu de toutes les nouvelles composantes des capitaux propres.

Capital économique et rendement du capital économique

Aux fins de l'information de gestion, la Banque répartit le capital entre ses secteurs d'activité selon une méthode qui tient compte du risque de crédit, du risque de marché, du risque opérationnel et des autres risques propres à chacun d'eux. Le montant réparti est communément appelé capital économique. Le rendement des capitaux propres par secteur d'activité est fondé sur le capital économique attribué à chaque secteur d'activité. L'écart entre le montant du capital économique nécessaire pour soutenir l'exploitation des secteurs d'activité de la Banque et le total de ses capitaux propres est constaté dans le secteur « Autres ».

Coefficient des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque

Le coefficient des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque est une mesure financière importante pour les agences de notation et les investisseurs. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires représentent la somme du total des capitaux propres et de la participation sans contrôle dans les filiales, déduction faite des actions privilégiées, des gains ou des pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente et sur les couvertures de flux de trésorerie, de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels (déduction faite des impôts). Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires sont présentés en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque.

Les coefficients de capital réglementaire, comme le coefficient du capital de catégorie 1 et le coefficient du capital total, ont une signification normalisée définie par le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF ») du Canada.

Résultats financiers et situation financière du Groupe

Le 27 mai 2008

Le bénéfice net de la Banque Scotia pour le deuxième trimestre a atteint 980 millions de dollars, en baisse de 59 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique essentiellement par la majoration de la dotation à la provision pour pertes sur créances, la baisse des revenus tirés des marchés des capitaux, la hausse des charges engagées relativement aux mesures visant la croissance de revenus et l'incidence défavorable de la conversion de devises. Les éléments qui précèdent ont été en partie compensés par la progression du revenu d'intérêts net et des commissions liée à la forte croissance de l'actif et des comptes de clients, l'apport des acquisitions et l'effet favorable de la baisse du taux d'imposition effectif.

Comparativement à ce qu'il était au trimestre précédent, le bénéfice net s'est accru de 145 millions de dollars, ou de 18 %, ce qui s'explique essentiellement par la réduction de valeur de certains instruments de crédit structuré inscrite au trimestre précédent, la hausse du revenu d'intérêts net et l'augmentation des revenus de transaction. Les éléments qui précèdent ont été en partie contrebalancés par la majoration des dotations à la provision pour pertes sur créances et la hausse des charges, notamment au titre de la rémunération liée au rendement, laquelle a progressé conformément à l'augmentation des revenus de transaction.

Le bénéfice net pour le semestre écoulé a atteint 1 815 millions de dollars, en baisse de 244 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

L'accroissement du revenu d'intérêts net découlant de la croissance soutenue de l'actif, les apports favorables provenant des acquisitions et l'incidence de la baisse des taux d'imposition ont été largement annulés par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, le recul des revenus de transaction et les réductions de valeur inscrites à l'égard de certains instruments de crédit structuré au cours du premier trimestre. En outre, l'incidence de la conversion des devises au cours du trimestre a été défavorable en regard de celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Total des revenus

Pour le trimestre écoulé, le total des revenus (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est chiffré à 3 272 millions de dollars, soit une hausse de 61 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse tient à la forte croissance du revenu d'intérêts net liée à la progression générale de l'actif ainsi qu'à la hausse des revenus tirés de la titrisation et des fonds communs de placement et à l'apport lié aux récentes acquisitions. Les éléments qui précèdent ont été en partie contrebalancés par la baisse des revenus de transaction, le recul des gains sur les titres détenus à des fins autres que de transaction et l'incidence défavorable de la conversion des devises.

Comparativement à ce qu'il était au trimestre précédent, le total des revenus s'est accru de 315 millions de dollars, ou de 11 %, principalement en raison de la hausse du revenu d'intérêts net liée à la croissance de l'actif, compte tenu de l'apport des récentes acquisitions, et des réductions de valeur moindres de certains instruments de crédit structuré au cours du premier trimestre.

Le total des revenus du semestre écoulé, qui s'est établi à 6 229 millions de dollars, est de 196 millions de dollars, ou de 3 %, inférieur à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par la baisse des revenus de transaction, le recul des gains sur les titres détenus à des

fins autres que de transaction et les réductions de valeur de certains instruments de crédit structuré au cours du premier trimestre

Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net du trimestre écoulé (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est chiffré à 1 973 millions de dollars, en hausse de 70 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse s'explique en partie par l'importance de l'apport lié aux acquisitions et la croissance générale de l'actif, en partie annulée par la contraction de la marge.

Le revenu d'intérêts net s'est accru de 41 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport à ce qu'il était au premier trimestre. L'apport plus important découlant de l'augmentation du volume des prêts, des acquisitions et de la diminution des pertes sur les instruments dérivés utilisés à des fins de gestion de l'actif et du passif a été en partie annulé par le fait que le deuxième trimestre était plus court.

Pour le semestre écoulé, le revenu d'intérêts net a grimpé à 3 905 millions de dollars, en hausse de 121 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique par l'effet combiné de la croissance interne de l'actif et de l'apport lié aux récentes acquisitions. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une marge plus faible.

La marge nette sur intérêts de la Banque a diminué pour s'établir à 1,76 % au deuxième trimestre, alors qu'elle était de 1,93 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 1,79 % au premier trimestre. Le recul de la marge par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent est principalement imputable à la baisse des recouvrements d'intérêts, au recul du revenu de dividende exonéré d'impôts et à l'incidence négative des variations de la juste valeur des instruments dérivés utilisés à des fins de gestion de l'actif et du passif. Le recul enregistré d'un trimestre sur l'autre est principalement lié à la baisse du revenu de dividende exonéré d'impôts et aux changements dans la composition des actifs favorisant les actifs de transaction dégageant un rendement plus faible.

Autres revenus

Les autres revenus se sont établis à 1 299 millions de dollars pour le trimestre écoulé, en baisse de 1 %, ou de 9 millions de dollars en regard des autres revenus de 1 308 millions de dollars inscrits au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les revenus de transaction, les commissions de prise ferme, les commissions de courtage au détail et les gains sur les titres détenus à des fins autres que de transaction ont tous diminué, en partie par suite des difficultés qu'ont connues les marchés de capitaux internationaux. Ces réductions ont été en partie contrebalancées par la hausse des revenus de titrisation et d'assurance et celle des revenus tirés des fonds communs de placement. Au cours du deuxième trimestre, la perte inscrite à l'égard des actions vendues dans le cadre du premier appel public à l'épargne de VISA a été presque entièrement annulée par les actions supplémentaires de VISA attribuées à la Banque. En conséquence, un montant négligeable a été inscrit à cet effet.

D'un trimestre sur l'autre, les autres revenus ont augmenté de 274 millions de dollars, ou de 27 %, ce qui tient principalement aux réductions de valeur de certains instruments de crédit structuré inscrites au trimestre précédent. Les revenus de titrisation et les

revenus de transaction ont également progressé au deuxième trimestre, des rendements sans précédent ayant été réalisés au chapitre des revenus découlant des opérations sur métaux précieux.

Pour le semestre écoulé, les autres revenus se sont établis à 2 324 millions de dollars, en baisse de 317 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par les réductions de valeur de certains instruments de crédit inscrites au premier trimestre de l'exercice en cours et par la baisse des revenus de transaction et des commissions de prise ferme. Les éléments qui précèdent ont été en partie contrebalancés par la hausse des commissions de crédit, des revenus d'assurance, des revenus de titrisation et des commissions liées aux fonds communs de placement.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 153 millions de dollars pour le trimestre écoulé, en hausse de 133 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, et de 42 millions de dollars en regard de celle du trimestre précédent. La hausse sur douze mois enregistrée au deuxième trimestre s'explique par la réduction des reprises nettes liées au portefeuille de Scotia Capitaux, la majoration des dotations pour les portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises du Réseau canadien et des portefeuilles de prêts aux particuliers des Opérations internationales ayant découlé de la croissance des portefeuilles, et la réduction de la provision générale, qui était de 25 millions de dollars pour l'exercice précédent. Un exposé plus complet sur le risque de crédit est fourni plus bas.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts se sont élevés à 1 794 millions de dollars pour le trimestre écoulé, soit 68 millions de dollars, ou 4 % de plus que pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse a été surtout soutenue par les mesures commerciales et celles visant à soutenir la croissance des activités, notamment l'ouverture de succursales au Canada, au Mexique et dans les Antilles, de même que par l'incidence des acquisitions récentes. Ces hausses ont été en partie compensées par une baisse de la charge de rémunération liée au rendement, principalement par suite d'un recul des revenus de transaction et des commissions, par une réduction de la charge de rémunération à base d'actions liée à une baisse du cours de l'action et par l'incidence favorable de la conversion des devises.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 125 millions de dollars par rapport à ce qu'ils étaient au premier trimestre. Cette progression a été constatée pour la plupart des types de frais, principalement en ce qui a trait aux locaux, à la technologie et à la rémunération. En effet, la hausse de la charge de rémunération liée au rendement ayant découlé de la progression des revenus de transaction a plus qu'annulé la baisse de la charge de rémunération à base d'actions. Les frais juridiques ont également augmenté pour le trimestre écoulé, alors que le trimestre précédent avait subi l'effet favorable d'une baisse des taxes d'affaires.

Pour l'exercice à ce jour, les frais autres que d'intérêts ont été légèrement supérieurs à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique par le fait que les hausses dans presque tous les types de frais, y compris l'incidence des acquisitions récentes, ont été en grande partie contrebalancées par l'effet de la conversion des devises.

Le ratio de productivité, mesure de l'efficacité de la Banque, s'est établi à 54,8 %, contre 53,8 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, et à 56,5 % pour le trimestre précédent. Le levier d'exploitation, soit le taux de croissance du total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale moins le taux de croissance des frais enregistré par la Banque pour le trimestre à l'étude, a enregistré une croissance négative de 1,9 % d'un exercice sur l'autre. D'un exercice sur l'autre, le levier d'exploitation s'est établi à un pourcentage négatif de 3,4 %, en partie par suite des réductions de valeur de certains instruments de crédit inscrites au premier trimestre et de la baisse des revenus de transaction.

Impôts

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre écoulé était de 17,0 %, en baisse par rapport au taux de 21,1 % inscrit pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et au taux de 18,2 % inscrit au premier trimestre. L'écart avec le taux de l'exercice précédent s'explique principalement par la baisse du taux d'imposition prévu par la loi au Canada et par l'augmentation du revenu dans des territoires où la Banque exerce ses activités et où les taux d'imposition sont moins élevés. Les économies d'impôt réalisées par la Banque relativement à ses établissements étrangers ont été supérieures à ce qu'elles étaient au trimestre précédent, mais elles ont été en partie contrebalancées par une baisse de son revenu de dividende exonéré d'impôts.

Pour le semestre écoulé, le taux d'imposition a été de 17,6 %, contre 21,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation du revenu dans des territoires où les taux d'imposition sont moins élevés.

Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé aux pages 56 à 67 du Rapport annuel 2007.

Risque de crédit

Les conditions de crédit sont demeurées relativement stables sur la plupart des marchés de crédit de la Banque. La dotation à la provision pour pertes sur créances était de 153 millions de dollars au deuxième trimestre, en regard des 20 millions de dollars inscrits pour la période correspondante de l'exercice précédent et des 111 millions de dollars comptabilisés au trimestre précédent. Pour l'exercice précédent, cette provision comprenait 45 millions de dollars au titre de provisions spécifiques et une réduction de 25 millions de dollars de la provision générale pour pertes sur créances.

Scotia Capitaux a comptabilisé une reprise nette de 9 millions de dollars au deuxième trimestre, contre une reprise nette de 51 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et une reprise nette de 10 millions de dollars au trimestre précédent. La reprise nette inscrite pour le trimestre à l'étude est essentiellement liée à des reprises sur la provision constatée à l'égard des portefeuilles canadien et américain. Aucune nouvelle dotation aux provisions n'a été comptabilisée pour le trimestre écoulé.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 102 millions de dollars liée aux portefeuilles du Réseau canadien était en hausse en regard de la dotation de 66 millions de dollars inscrite pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et en regard de la dotation de 91 millions de dollars comptabilisée pour le trimestre précédent. En comparaison avec celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, la dotation à la provision pour pertes sur créances relative au portefeuille de prêts aux particuliers a progressé

parallèlement à la croissance de ce portefeuille et à l'incidence de l'acquisition d'Avantage Concessionnaire Scotia (auparavant « Travelers Leasing »). Le deuxième trimestre de 2007 a aussi bénéficié de reprises sur certaines provisions dans le portefeuille de prêts aux entreprises qui n'étaient plus nécessaires. Les dotations à la provision dans les portefeuilles de prêts aux particuliers ont augmenté légèrement en regard de celles du trimestre précédent, en raison principalement de la croissance des volumes d'Avantage Concessionnaire Scotia. Les dotations à la provision pour le portefeuille de prêts aux entreprises ont augmenté légèrement par rapport à celles du trimestre précédent, en raison principalement de deux comptes et de la progression des services bancaires aux entreprises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Opérations internationales a été de 60 millions de dollars pour le trimestre écoulé, en regard des 30 millions de dollars inscrits pour la période correspondante de l'exercice précédent et pour le trimestre précédent. La hausse de la dotation par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent est due à une combinaison de facteurs, notamment la croissance des actifs des particuliers, la hausse du taux de défaillance au Mexique et un moins grand nombre de reprises de provisions relatives aux portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises. D'un trimestre sur l'autre, les dotations à la provision relatives aux prêts aux particuliers se sont légèrement accrues, tandis qu'au trimestre précédent, les reprises sur provisions constituées pour les prêts aux entreprises qui n'étaient plus nécessaires avaient été plus importants.

Le montant net total des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique pour pertes sur créances, s'élevait à 845 millions de dollars au 30 avril 2008, en hausse de 156 millions de dollars par rapport au montant inscrit pour le trimestre précédent. La provision générale pour pertes sur créances s'établissait à 1 323 millions de dollars au 30 avril 2008, soit une hausse de 25 millions de dollars liée à l'acquisition de Banco del Desarrollo, au Chili.

Risque de marché

La valeur à risque (« VAR ») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de transaction de la Banque. La VAR quotidienne moyenne du deuxième trimestre s'est élevée à 14,6 millions de dollars, contre 11,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse de la VAR s'explique essentiellement par l'accroissement du risque de taux d'intérêt ainsi que par l'amplification de la volatilité des taux d'intérêt. La VAR quotidienne moyenne du deuxième trimestre a été ramenée à 14,6 millions de dollars, contre 16,6 millions de dollars pour le trimestre précédent. La diminution du risque de taux d'intérêt et du risque lié aux actions a été en partie annulée par l'accroissement du risque lié aux marchandises.

Facteur de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour les trimestres terminés les		
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007
Taux d'intérêt	12,8 \$	13,8 \$	7,2 \$
Actions	3,0	4,5	5,2
Change	1,3	0,9	1,2
Marchandises	3,6	2,7	1,5
Effet de la diversification	(6,1)	(5,3)	(3,8)
VAR à l'échelle de la Banque	14,6 \$	16,6 \$	11,3 \$

Des pertes de transaction ont été subies pendant 21 jours au deuxième trimestre, contre 13 jours au trimestre précédent.

L'augmentation du nombre de ces pertes tient à l'accroissement des écarts de taux et à la volatilité des taux d'intérêt au cours du trimestre. Ces pertes se trouvent dans les limites prévues par la méthode de la VAR.

Risque d'illiquidité

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités. De façon générale, elle peut vendre ou donner ces actifs en nantissement en vue d'honorer ses engagements. Au 30 avril 2008, les actifs liquides s'élevaient à 112 milliards de dollars, ou 25 % du total de l'actif, contre 114 milliards de dollars, ou 25 % du total de l'actif au 31 janvier 2008. Ces actifs se composaient de titres à hauteur de 70 %, ainsi que de la trésorerie et de dépôts auprès d'autres banques à hauteur de 30 % (67 % et 33 %, respectivement, au 31 janvier 2008).

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque affecte des titres et d'autres actifs en nantissement afin de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Elle peut également mettre des titres en pension. Au 30 avril 2008, le total des actifs donnés en nantissement ou mis en pension s'établissait à 69 milliards de dollars, contre 73 milliards de dollars au 31 janvier 2008. La diminution d'un trimestre sur l'autre est attribuable au recul des titres mis en pension, partiellement contrebalancé par l'augmentation des actifs donnés en nantissement relativement à des opérations de prêt de titres.

Opérations entre apparentés

Les politiques et procédures de la Banque ayant trait aux opérations entre apparentés, décrites aux pages 72 et 122 du Rapport annuel 2007, n'ont pas été modifiées. Toutes les opérations avec des apparentés sont toujours effectuées aux conditions du marché.

Bilan

Au 30 avril 2008, le total de l'actif de la Banque s'élevait à 453 milliards de dollars, soit une croissance de 41 milliards de dollars, ou de 10 %, par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2007, compte tenu de l'incidence de la conversion des devises de 13 milliards de dollars. La plupart des catégories d'actifs, notamment les prêts aux particuliers, les prêts aux entreprises et les prêts aux grandes sociétés, ont connu une croissance. Les actifs se sont accrues de 3 milliards de dollars en regard de ceux du trimestre précédent.

Le portefeuille de prêts de la Banque a augmenté de 29 milliards de dollars, ou de 13 %, depuis le 31 octobre 2007, principalement en ce qui concerne les prêts autres qu'aux particuliers, dont 6 milliards de dollars sont attribuables à l'incidence de la conversion des devises. Pour ce qui est des prêts aux particuliers, les prêts hypothécaires à l'habitation canadiens se sont accrues de 5 milliards de dollars, compte non tenu d'une opération de titrisation de 2 milliards de dollars. L'acquisition de Banco del Desarrollo, au Chili, par le secteur Opérations internationales a compté pour 1 milliard de dollars dans la croissance des prêts hypothécaires. Les prêts personnels affichent une augmentation de 4 milliards de dollars, toutes les régions ayant enregistré une croissance.

Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont progressé de 19 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2007, ou de 15 milliards de dollars compte non tenu de l'incidence de la conversion des devises. Les prêts de Scotia Capitaux ont grimpé de 7 milliards de dollars, tant en ce qui a trait aux prêts aux grandes sociétés qu'au soutien des opérations de transaction. Au sein du secteur des Opérations internationales, les prêts aux entreprises et

aux administrations publiques se sont accrus de 10 milliards de dollars. L'acquisition de Banco del Desarrollo a représenté un apport de 3 milliards de dollars, et l'Asie et les Antilles, des apports respectifs de 4 milliards de dollars et de 1 milliard de dollars.

Les titres ont augmenté de 8 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2007. Les titres disponibles à la vente ont progressé de 6 milliards de dollars, en raison surtout des titres d'administrations publiques et des titres de sociétés. Les titres détenus à des fins de transaction se sont accrus de 2 milliards de dollars. Au 30 avril 2008, les gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 555 millions de dollars (compte tenu des montants relatifs aux dérivés et aux couvertures connexes), en baisse de 300 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre précédent, situation surtout attribuable aux gains réalisés et à la réduction de valeur de certains titres de créance à la suite de l'accroissement des écarts de taux.

Au 30 avril 2008, le total du passif de la Banque se chiffrait à 432 milliards de dollars, en hausse de 39 milliards de dollars, ou de 10 %, par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2007 compte tenu de l'incidence de la conversion des devises de 14 milliards de dollars.

Le total des dépôts a grimpé de 34 milliards de dollars, ou de 12 %, par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2007, ce qui comprend 9 milliards de dollars attribuables à l'incidence de la conversion des devises. Les dépôts de particuliers ont augmenté de 9 milliards de dollars, ce qui comprend une hausse de 2 milliards de dollars attribuable à la croissance des CPG de particuliers canadiens. Les dépôts autres que de particuliers, notamment les dépôts d'autres banques, d'entreprises et d'administrations publiques, ont progressé de 25 milliards de dollars, compte tenu de l'incidence de la conversion des devises de 8 milliards de dollars. Cette progression a avant tout permis de financer la forte croissance de l'actif de la Banque.

Le total des capitaux propres a augmenté de 2 milliards de dollars par rapport à ce qu'il était au 31 octobre 2007. Cette hausse est surtout attribuable au capital généré à l'interne, qui s'est élevé à 846 millions de dollars, à l'émission pour 575 millions de dollars d'actions privilégiées à dividende non cumulatif au cours du premier semestre et à une augmentation de 127 millions de dollars du cumul des autres éléments du résultat étendu et qui est essentiellement liée à des gains de change non réalisés relativement aux établissements étrangers de la Banque.

Gestion du capital

Adoption de l'accord de Bâle révisé

L'accord de Bâle sur les fonds propres révisé (« Bâle II ») est entré en vigueur pour les banques canadiennes le 1^{er} novembre 2007. Bâle II est conçu de manière à mieux harmoniser les normes de fonds propres réglementaires avec le profil de risque de chaque banque en apportant des changements importants aux exigences de fonds propres pour le risque de crédit et en présentant une nouvelle charge explicite au titre des fonds propres pour tenir compte du risque d'exploitation.

Bâle II préconise deux méthodes principales pour le calcul du risque de crédit : l'approche standard, qui fait appel à des pondérations prescrites pour le risque de crédit, et l'approche fondée sur les notations internes, qui permet l'utilisation de modèles internes d'une banque pour calculer certaines ou la totalité des données clés qui entrent dans le calcul des fonds propres réglementaires. Les utilisateurs de l'approche avancée fondée sur les notations internes (l'« approche NI avancée ») doivent avoir des systèmes de gestion du risque perfectionnés pour calculer les fonds propres réglementaires

en fonction du risque de crédit, et l'application de cette approche est susceptible de donner lieu à des fonds propres réglementaires moins importants que ceux obtenus par les autres méthodes permises. Lorsqu'une banque parvient à prouver sa pleine conformité aux exigences de l'approche NI avancée et que le BSIF approuve l'utilisation de cette approche, la banque peut alors l'utiliser pour calculer les fonds propres requis. Toutefois, afin de limiter une baisse soudaine des fonds propres dans l'ensemble du secteur, des fonds propres minimums transitoires ont été imposés pour les deux premières années suivant l'adoption intégrale de l'approche NI avancée. Un seuil minimal de fonds propres équivalant à 90 % de la formule préconisée par Bâle I s'applique durant la première année de l'autorisation définitive. Pour la deuxième année, le seuil passe à 80 % de la formule. Au cours du deuxième trimestre, la Banque a obtenu l'autorisation d'appliquer le seuil de 90 % de la part des autorités de réglementation.

La Banque a reçu une autorisation conditionnelle de la part du BSIF pour l'utilisation, en date du 1^{er} novembre 2007, de l'approche NI avancée à l'égard de ses portefeuilles importants du Canada, des États-Unis et d'Europe. Selon les objectifs de la Banque, cette approche sera adoptée à l'égard des autres principaux portefeuilles de crédit en novembre 2010. Dans l'intervalle, la Banque utilisera l'approche standard pour ces portefeuilles. Par ailleurs, elle utilise actuellement l'approche standard pour calculer les fonds propres requis pour le risque d'exploitation. La majeure partie des exigences en matière de fonds propres qui visent le risque de marché s'appliquant à la Banque n'ont pas subi de changement.

Coefficients de capital

La Banque continue à maintenir un capital qui reflète une situation solide. Au 30 avril 2008, le coefficient du capital de catégorie 1 et le coefficient du capital total aux termes de l'accord de Bâle II se chiffraient à 9,6 % et à 11,7 %, respectivement, comparativement à 9,0 % et à 10,2 % au 31 janvier 2008.

L'augmentation des ratios depuis le 31 janvier 2008 a découlé de l'émission d'actions privilégiées à dividende non cumulatif de 345 millions de dollars et de débentures subordonnées de 1,8 milliard de dollars au cours du trimestre à l'étude, ainsi que de l'incidence de l'application du seuil minimal de 90 % par la Banque au cours du trimestre. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la légère progression de l'actif pondéré en fonction du risque sous-jacent dans une mesure conforme à la croissance interne des actifs et par l'écart d'acquisition inscrit au deuxième trimestre à la suite de l'acquisition de la Banco del Desarrollo par la Banque, plus tôt pendant l'exercice.

Le coefficient des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires était de 7,5 % au 30 avril 2008, comparativement à 7,2 % au 31 janvier 2008.

Instruments financiers

Compte tenu de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers occupent une grande place dans le bilan et ils font partie intégrante des activités de la Banque. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures sont exposées plus en détail à la page 8, dans la section intitulée « Gestion du risque ».

Les méthodes servant à établir la juste valeur des instruments financiers sont présentées aux pages 69 et 70 du Rapport annuel 2007. La direction doit faire appel à son jugement à l'égard des données d'évaluation lorsque des données du marché observables ne

sont pas disponibles. La direction pose également un jugement pour ce qui est du choix des modèles d'évaluation. L'incertitude relative à ces estimations et à ces jugements pourrait avoir une incidence sur la juste valeur et les résultats financiers comptabilisés.

Au cours du trimestre à l'étude, les variations de la juste valeur des instruments financiers ont généralement découlé de conditions ayant prévalu en ce qui a trait à l'économie, au secteur et au marché.

Au 30 avril 2008, le total du notionnel des instruments dérivés s'établissait à 1 473 milliards de dollars, contre 1 287 milliards de dollars au 31 octobre 2007, et cette variation est observable parmi la plupart des catégories de dérivés. Le pourcentage des dérivés détenus à des fins de transaction et celui des dérivés détenus à des fins autres que de transaction ou à des fins de gestion de l'actif et du passif sont demeurés généralement inchangés. Le montant du risque de crédit équivalent, compte tenu de l'incidence des accords généraux de compensation et des garanties financières admissibles, s'élevait à 25 milliards de dollars, contre 21 milliards de dollars à la fin de l'exercice précédent.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle n'est pas tenue de consolider dans ses états financiers. Ces arrangements appartiennent surtout à trois catégories : les entités à détenteurs de droits variables (« EDDV »), les opérations de titrisation, et les garanties et autres engagements. Au cours du trimestre, la Banque n'a assumé aucune obligation contractuelle importante autrement que dans le cadre de ses activités normales. Aucune modification n'a été apportée aux processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels depuis l'exercice précédent.

Conduits multicédants parrainés par la Banque

La Banque parraine trois conduits multicédants, deux de ceux-ci étant établis au Canada et un, aux États-Unis. Le principal risque auquel la Banque est exposée relativement à ces conduits découle des concours de trésorerie consentis, ceux-ci s'établissant, au total, à 18,2 milliards de dollars au 30 avril 2008. À la clôture du trimestre, la Banque détenait environ 2 % du total du papier commercial émis par ces conduits. Le tableau suivant présente un sommaire des catégories d'actifs détenus dans les deux conduits multicédants canadiens de la Banque au 30 avril 2008.

Canada

Au 30 avril 2008 (en millions de dollars)	Actifs financés	Engagements non financés	Risque total ¹⁾
Catégories d'actifs ²⁾ :			
Prêts-auto/locations	3 629 \$	329 \$	3 958 \$
Créances clients	207	89	296
Prêts hypothécaires à l'habitation	102	2	104
Autres	1 411	259	1 670
Total	5 349 \$	679 \$	6 028 \$

1) Le risque de la Banque a trait aux concours de trésorerie à l'échelle mondiale et aux lettres de garantie.

2) Ces actifs proviennent en substance du Canada.

La quasi-totalité des actifs des conduits ont été structurés de manière à recevoir des rehaussements de crédit de la part des vendeurs, y compris des protections par surnantissement et des comptes de réserve de trésorerie. Environ 18 % des actifs financés

ont obtenu une cote de AA- ou meilleure de la part d'agences de notation externes. Le reste des actifs financés ont une cote de AA- ou meilleure selon le programme de notation interne de la Banque. Ces conduits ne contiennent pas d'actifs de qualité inférieure. La durée moyenne pondérée des actifs financés est d'environ 1,1 an. Ces conduits ne sont pas exposés aux prêts hypothécaires à risque élevé aux États-Unis.

Le tableau suivant présente un sommaire des catégories d'actifs détenus dans le conduit multicédants américain de la Banque au 30 avril 2008.

États-Unis

Au 30 avril 2008 (en millions de dollars)	Actifs financés	Engagements non financés	Risque total ¹⁾
Catégories d'actifs ²⁾ :			
Créances sur cartes de crédit	1 012 \$	675 \$	1 687 \$
Prêts-auto/locations	2 836	1 108	3 944
Créances clients	1 552	1 585	3 137
Prêts à des sociétés d'investissement à capital fixe	634	835	1 469
Titres adossés à des créances avec flux groupés/titres adossés à des prêts avec flux groupés ³⁾	332	–	332
Autres	1 122	522	1 644
Total	7 488 \$	4 725 \$	12 213 \$

1) Le risque de la Banque a trait aux rehaussements de crédit dans l'ensemble du programme et aux concours de trésorerie à l'échelle mondiale.

2) Ces actifs proviennent des États-Unis.

3) Ces actifs ont obtenu la cote AAA de la part d'agences de notation externes.

Une partie importante des actifs du conduit a été structurée de manière à recevoir des rehaussements de crédit de la part des vendeurs, y compris des protections par surnantissement et des comptes de réserve de trésorerie. Environ 22 % des actifs financés ont obtenu une cote de A ou meilleure et 65 % des actifs financés ont une cote de A ou meilleure selon le programme de notation interne de la Banque. Ce conduit ne contient pas d'actifs de qualité inférieure. La durée moyenne pondérée des actifs financés est d'environ 1,1 an. L'exposition aux prêts hypothécaires à risque élevé aux États-Unis est négligeable.

Concours de trésorerie fournis à des conduits non parrainés par la Banque

Les concours de trésorerie consentis à des conduits qui ne sont pas administrés par la Banque totalisaient 1,4 milliard de dollars au 30 avril 2008, dont une tranche de 1,3 milliard de dollars était affectée à ceux administrés par des tiers aux États-Unis, et une autre de 30 millions de dollars, à ceux administrés par des tiers au Canada. Il s'agit d'une baisse par rapport au montant de 1,7 milliard de dollars inscrit à cet effet au trimestre précédent. Les actifs contenus dans ces conduits non parrainés par la Banque et non administrés par celle-ci ont, dans l'ensemble, des notations égales ou supérieures à A. La majorité des concours de trésorerie ont une durée consentie initiale de 364 jours, prorogeable au gré de la Banque. La durée moyenne pondérée des actifs sous-jacents contenus dans ces conduits est d'environ deux ans. L'exposition aux prêts hypothécaires à risque élevé aux États-Unis est négligeable.

Instruments de financement

La Banque a recours à des structures d'accueil pour assurer le financement économique de ses propres activités. La Banque possède deux structures d'accueil : Fiducie de Capital Banque Scotia et Fiducie de billets secondaires Banque Scotia, qui sont des EDDV et qui ne sont pas consolidées au bilan, étant donné que la Banque n'en est pas le principal bénéficiaire. Les titres fiduciaires de la Banque Scotia et les billets secondaires de la Fiducie Banque Scotia émis par ces fiducies ne sont pas présentés dans le bilan consolidé. Les billets de dépôt émis par la Banque à l'intention de Fiducie de Capital Banque Scotia et de Fiducie de billets secondaires Banque Scotia sont présentés au poste « Dépôts » et sont admissibles à titre de capital réglementaire. Le total des dépôts inscrit par la Banque en date du 30 avril 2008 se chiffrait à 3,3 milliards de dollars. La Banque a inscrit des intérêts débiteurs de 49 millions de dollars à l'égard de ces dépôts pour le trimestre terminé le 30 avril 2008. De plus amples renseignements sont fournis à la note 13 afférente aux états financiers consolidés au 31 octobre 2007 figurant dans le Rapport annuel 2007.

Autres arrangements hors bilan

La Banque peut titriser des prêts hypothécaires à l'habitation afin de diversifier ses sources de financement, car il s'agit là d'un moyen économique de financer la croissance de ce portefeuille. Au cours du trimestre, la Banque a encore titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation pour un montant de 1,1 milliard de dollars, ce qui a porté l'encours des prêts hypothécaires titrisés à 11,6 milliards de dollars au 30 avril 2008, contre 11,2 milliards de dollars au 31 janvier 2008.

Le montant des garanties et des autres engagements indirects a augmenté de 10 % depuis le 31 octobre 2007. Les commissions tirées des garanties et engagements de prêts, inscrites dans les autres revenus, se sont établies à 57 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2008, comparativement à 53 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Principaux instruments de crédit*Titres adossés à des créances hypothécaires*

Portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction

Le total des titres adossés à des créances hypothécaires classés comme étant disponibles à la vente représentait environ 1 % du total des actifs de la Banque au 30 avril 2008. Les placements au 30 avril 2008 s'établissaient comme suit :

Au 30 avril 2008 (en millions de dollars)	Valeur comptable
Titres adossés à des créances hypothécaires LNH canadiennes ¹⁾	5 478 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	116
Titres adossés à d'autres créances hypothécaires à l'habitation	12
Total	5 606 \$

1) La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre une garantie de paiement en temps opportun aux investisseurs dans des titres hypothécaires LNH.

L'exposition aux prêts hypothécaires à risque élevé aux États-Unis est négligeable.

Portefeuille de transaction

Le total des titres adossés à des créances hypothécaires classés dans les titres détenus à des fins de transaction représentait moins de 0,1 % du total des actifs de la Banque au 30 avril 2008. Les placements au 30 avril 2008 s'établissaient comme suit :

Au 30 avril 2008 (en millions de dollars)	Valeur comptable
Titres adossés à des créances hypothécaires LNH canadiennes ¹⁾	389 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	44
Total	433 \$

1) La Société canadienne d'hypothèques et de logement offre une garantie de paiement en temps opportun aux investisseurs dans des titres hypothécaires LNH.

Accord de Montréal sur le papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA »)

La banque détient du PCAA visé par l'accord de Montréal d'un montant de 144 millions de dollars, présenté en tant que titres disponibles à la vente. Cette valeur comptable correspond à environ 62 % de la valeur nominale. La Banque évalue ces titres en fonction des écarts de taux en vigueur pour des actifs structurés de façon semblables et de la nature des actifs sous-jacents. Ces titres font actuellement l'objet d'une restructuration qui, si elle est menée à bien, entraînerait leur conversion en titres assortis d'échéances plus longues. Aucune perte de valeur nette n'a été inscrite à l'égard du PCAA au cours du trimestre.

Titres adossés à des créances avec flux groupés et titres adossés à des prêts avec flux groupés

Portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction

La Banque détient des titres adossés à des créances avec flux groupés (« TCFG ») et des titres adossés à des prêts avec flux groupés (« TPFPG ») dans son portefeuille de titres détenus à des fins autres que de transaction, lesquels titres sont classés comme étant disponibles à la vente. Les TCFG et les TPFPG se trouvent habituellement exposés au risque lié au crédit structuré soit de façon synthétique par le recours à des dérivés de crédit structuré, soit en raison des placements sous forme de prêts à des sociétés ou d'obligations de sociétés et de la possession de tels prêts ou obligations. Ces placements sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan consolidé de la Banque. Les variations de la juste valeur des TCFG et TPFPG fondés sur des actifs liquides sont inscrites dans les autres éléments du résultat étendu, sauf si la juste valeur a subi une perte de valeur durable, laquelle est alors inscrite dans les résultats nets. Les variations de la juste valeur des TCFG et TPFPG synthétiques sont comptabilisées dans le bénéfice net. La quasi-totalité des actifs de référence des placements de la Banque dans des TCFG et des TPFPG sont des titres de sociétés sans exposition aux prêts hypothécaires à risque élevé. La quasi-totalité de ces placements sont de première qualité, et leur notation moyenne pondérée est de AA. Plus de 70 % de ces placements se situent dans la tranche de premier rang, avec une subordination de 9 % ou supérieure. Seulement 8 % de ces placements se situent dans la tranche des titres de capitaux propres.

Au 30 avril 2008, la juste valeur des placements de la Banque dans des TCFG se chiffrait à 435 millions de dollars. Au cours du deuxième trimestre, la Banque a inscrit une perte avant impôts de 51 millions de dollars dans le bénéfice net et une perte avant impôts de 26 millions de dollars dans les autres éléments du résultat étendu, respectivement, en raison des variations de la juste valeur des TCFG.

Au 30 avril 2008, la juste valeur des placements de la Banque dans des TCFG se chiffrait à 789 millions de dollars. Ce portefeuille est bien diversifié, et la valeur moyenne de chacun des TCFG est de 8 millions de dollars. Une réduction de 79 millions de dollars avant impôts de la juste valeur des TCFG a été inscrite dans les autres éléments du résultat étendu au cours du deuxième trimestre.

La perte non réalisée cumulative inscrite dans le cumul des autres éléments du résultat étendu pour les TCFG et les TCFG fondés sur des actifs liquides se chiffrait à 158 millions de dollars au 30 avril 2008. Étant donné que la qualité de crédit de ces placements n'a pas été réduite et que la Banque a la capacité et l'intention de détenir ces titres jusqu'à ce qu'il y ait recouvrement de leur juste valeur, ces pertes non réalisées sont considérées comme temporaires.

Une part considérable de ces variations de la juste valeur des TCFG et des TCFG découle des fluctuations du cours des actifs liées aux problèmes de liquidité, et non d'un changement de leur qualité de crédit sous-jacente.

Portefeuille de transaction

La Banque détient également des TCFG synthétiques dans son portefeuille de transaction en raison de ses activités de montage et de gestion de transactions auprès de clients et d'autres institutions financières. Le total des TCFG achetés et vendus contenus dans le portefeuille de transaction s'établissait comme suit au 30 avril 2008.

En cours au 30 avril 2008 (en millions de dollars)	Valeur nominale	Juste valeur positive (négative)
TCFG – protection vendue	5 887 \$	(911)\$
TCFG – protection achetée	5 136 \$	710 \$

En vue de couvrir son exposition nette, la Banque achète des TCFG auprès d'autres institutions financières ou en vend à ces dernières, et elle achète ou vend des tranches indicelles ou des swaps sur défaillance de crédit à désignation unique. Plus de 90 % de ces TCFG sont de première qualité. Environ 85 % des risques de crédit auxquels la Banque est exposée en ce qui a trait à des contreparties de swaps de TCFG se rapportent à des entités dont la cote de crédit interne ou externe est de A- ou meilleure, alors que le reste est entièrement nanti en espèces. Ces TCFG ne sont pas exposés aux prêts à risque élevé.

Véhicules de placement structuré

Au 30 avril 2008, la juste valeur des placements de la Banque dans des véhicules de placement structuré (les « VPS ») se chiffrait à 20 millions de dollars. La Banque ne parraine ni ne gère aucun VPS, ni ne leur fournit de liquidités.

Risques liés aux assureurs spécialisés

La Banque n'a aucune exposition directe importante aux assureurs spécialisés. La Banque a une exposition indirecte de 3,2 milliards de dollars sous forme de garanties d'assureurs spécialisés qui améliorent les transactions financières avec les administrations publiques et d'autres transactions, lorsque la Banque fournit des facilités de crédit soit à des émetteurs de titres ou à des entités qui détiennent ces titres. Les titres liés à ces facilités sont essentiellement de première qualité, compte non tenu des garanties, et ils représentent des risques que la Banque aurait pris en charge sans ces garanties. Au cours du deuxième trimestre de 2008, la Banque a remplacé la protection contre les défaillances de crédit fournie par un assureur spécialisé par une protection fournie par une autre contrepartie à des swaps à la suite de quoi un gain modeste a été comptabilisé au poste «Autres revenus – Revenus de transaction».

Prêts adossés

L'exposition directe de la Banque à des prêts adossés en attente de syndication était minimale au 30 avril 2008.

Dividende par action ordinaire

Dans le cadre de sa réunion tenue le 27 mai 2008, le conseil d'administration a approuvé une augmentation du dividende de 2 cents, pour un dividende trimestriel de 49 cents par action ordinaire. Le dividende trimestriel est à verser le 29 juillet 2008 aux actionnaires inscrits le 2 juillet 2008. La Banque poursuit donc sa tradition de faire croître le dividende pour les actionnaires.

Perspectives

L'activité économique aux États-Unis a ralenti de manière appréciable. Malgré l'assouplissement sérieux de la politique monétaire depuis l'été dernier et les incitatifs budgétaires substantiels, la croissance américaine sera sans doute fort mitigée d'ici la fin de 2008. La tendance à la croissance a commencé à s'essouffler en Europe et au Japon. La cadence des activités devrait aussi ralentir en Chine, en Inde, en Russie et dans plusieurs pays d'Amérique latine, même si ces pays demeureront à l'avant-plan de la croissance mondiale.

L'activité économique au Canada a été tributaire de la tendance baissière des exportations de produits de fabrication, qui a cependant été considérablement contrebalancée par la demande vigoureuse et les prix élevés de nombreuses marchandises diverses. Malgré ce qui précède et en dépit de la solidité relative des facteurs fondamentaux intérieurs, la croissance au Canada est susceptible de ralentir au cours du reste de l'exercice.

Malgré la conjoncture défavorable des marchés, la Banque est en voie d'atteindre trois de ses quatre principaux objectifs financiers et opérationnels : le RCP, la productivité et le maintien de solides coefficients de capital. Ces réussites démontrent la vigueur relative des activités et stratégies de la Banque. Cependant, les difficultés éprouvées par les marchés financiers mondiaux continuent d'influer sur les résultats et, par conséquent, il est peu probable que la Banque atteigne son objectif de croissance du bénéfice par action qu'elle avait fixés à la fin de l'exercice précédent. Toutefois, le rebondissement du bénéfice dont nous avons été témoins au cours du trimestre, la solide croissance de l'actif dans nos trois secteurs d'activité et l'amélioration des frais de financement laissent prévoir un bénéfice plus solide au deuxième semestre de 2008.

Données par secteur d'activité

Réseau canadien

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Résultat sectoriel					
Revenu d'intérêts net	1 051 \$	991 \$	942 \$	2 042 \$	1 895 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	102	91	66	193	140
Autres revenus	537	519	530	1 056	1 048
Frais autres que d'intérêts	890	889	870	1 779	1 740
Charge d'impôts	174	157	169	331	333
Bénéfice net	422 \$	373 \$	367 \$	795 \$	730 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	6	6	3	12	5
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	416 \$	367 \$	364 \$	783 \$	725 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ¹⁾	35,3 %	30,6 %	32,0 %	32,9 %	31,6 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	172 \$	168 \$	149	170 \$	148 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Le Réseau canadien a affiché un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 416 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, ce qui représente une hausse considérable de 52 millions de dollars, ou de 14 %, par rapport à celui du deuxième trimestre de l'exercice précédent et de 49 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport à celui du trimestre précédent. L'apport du Réseau canadien a représenté 43 % du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Banque pour le trimestre. Le rendement des capitaux propres a été de 35,3 %, contre 32,0 % pour la même période en 2007.

L'actif moyen avant les titrisations s'est accru de 23 milliards de dollars, ou de 15 %, par rapport à celui du deuxième trimestre de l'exercice précédent, en grande partie grâce à une croissance de 15 milliards de dollars, ou de 16 %, des prêts hypothécaires à l'habitation. Tous les réseaux de vente ont enregistré une forte croissance des prêts hypothécaires, laquelle s'est traduite par un accroissement de la part de marché. Le volume du crédit renouvelable aux particuliers et celui des prêts aux entreprises ont aussi augmenté. Les dépôts de particuliers ont progressé de 8 milliards de dollars, ou de 11 %, de sorte que les gains de la part du marché d'un exercice sur l'autre ont dépassé tous ceux enregistrés dans le secteur. Non seulement les dépôts à terme ont enregistré une croissance, mais aussi les comptes de chèques et les comptes d'épargne. Ces derniers se sont accrus grâce surtout à l'acquisition de la Banque Dundee. Les dépôts autres que de particuliers ont progressé de 7 %, hausse qui est attribuable tant à la croissance des dépôts à terme qu'à celle des comptes courants. En regard du trimestre précédent, l'actif moyen avant les titrisations a grimpé de 4 milliards de dollars, ou de 3 %, en raison principalement de la croissance des prêts hypothécaires aux particuliers et des prêts aux entreprises. Quant aux dépôts, ils ont augmenté de 2 % grâce à la croissance des comptes d'épargne et des dépôts à terme.

Le total des revenus a crû de 116 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation du revenu d'intérêts net sous l'effet de la forte croissance du volume. Le total des revenus du trimestre à l'étude a augmenté de 78 millions de dollars, ou de 5 %, en regard de celui du trimestre précédent, grâce à la croissance tant du revenu d'intérêts net que des autres revenus.

Le revenu d'intérêts net s'est établi à 1 051 millions de dollars, soit une hausse de 109 millions de dollars, ou de 12 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la forte croissance du volume des actifs et des dépôts. La plupart des produits ont enregistré une croissance moyenne sur le plan du volume, notamment les services bancaires aux particuliers, aux entreprises et aux grandes sociétés. Cette croissance a été partiellement annulée par le recul de la marge sur intérêts, provoqué par les besoins accrus de financement de gros et l'incidence du pourcentage plus élevé de prêts hypothécaires et de dépôts assortis de risques peu élevés et dégagant un rendement faible. Par

rapport au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net a grimpé de 6 %, principalement en raison du recul des taux d'intérêt à court terme et de l'accroissement de l'écart entre le taux préférentiel et le taux de financement, ce qui a entraîné une amélioration de la marge de 14 points de base.

Pour le trimestre à l'étude, les autres revenus ont totalisé 537 millions de dollars, pratiquement le même montant qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'accroissement des revenus tirés des opérations de change, des revenus provenant des frais de service sur les opérations et des revenus sur cartes a été partiellement annulé par la baisse des revenus de gestion de patrimoine. Le recul des revenus de gestion de patrimoine est principalement imputable à la baisse des revenus tirés des services de courtage ayant découlé de la diminution des nouvelles émissions et des activités de transaction de la clientèle, partiellement contrebalancée par la hausse des revenus tirés de la gestion privée et des activités liées aux fonds communs de placement grâce à l'accroissement de la part de marché. Par rapport à ceux du trimestre précédent, les autres revenus ont augmenté de 3 %, principalement en raison des réductions de valeur nettes de titres inscrites au premier trimestre.

Les pertes sur créances ont totalisé 102 millions de dollars dans les portefeuilles du Réseau canadien, en hausse par rapport à celles de 66 millions de dollars du trimestre correspondant de l'exercice précédent et à celles de 91 millions de dollars du trimestre précédent. L'augmentation des dotations à la provision dans les portefeuilles de prêts aux particuliers par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent reflète la croissance du portefeuille et l'incidence de l'acquisition d'Avantage Concessionnaire Scotia (auparavant « Travelers Leasing »). Les dotations à la provision pour le portefeuille de prêts aux entreprises ont augmenté, étant donné que celles inscrites pour le deuxième trimestre de 2007 avaient bénéficié de reprises sur certaines provisions qui n'étaient plus nécessaires. Les dotations à la provision dans le portefeuille de prêts aux particuliers ont enregistré une légère progression par rapport à celles inscrites pour le trimestre précédent, en raison principalement de la croissance du volume liée à Avantage Concessionnaire Scotia. Les dotations à la provision pour le portefeuille de prêts aux entreprises ont augmenté légèrement par rapport à celles du trimestre précédent, en raison essentiellement de deux comptes et de la progression des services bancaires aux petites entreprises.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 2 % en regard de ceux du deuxième trimestre de l'exercice précédent, en partie à cause des mesures visant la croissance, des augmentations de salaire normales et de l'incidence des acquisitions. Ces frais ont été partiellement contrebalancés par la baisse de la rémunération à base d'actions et de la rémunération liée au rendement. Les frais autres que d'intérêts ont été semblables à ceux du trimestre précédent, les augmentations des dépenses liées aux mesures visant la croissance et la hausse des charges liées aux variations saisonnières ayant été contrebalancées par la réduction de la rémunération à base d'actions et des salaires liée à la durée plus courte du trimestre.

Opérations internationales

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Résultat sectoriel					
Revenu d'intérêts net	797 \$	731 \$	679 \$	1 528 \$	1 349 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	60	30	30	90	49
Autres revenus	356	309	300	665	597
Frais autres que d'intérêts	615	568	577	1 183	1 139
Charge d'impôts	107	122	44	229	87
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	36	31	31	67	56
Bénéfice net	335 \$	289 \$	297 \$	624 \$	615 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	9	7	4	16	6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	326 \$	282 \$	293 \$	608 \$	609 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ¹⁾	17,6 %	19,6 %	18,7 %	18,5 %	20,4 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	79 \$	70 \$	69 \$	74 \$	67 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires du secteur Opérations internationales pour le deuxième trimestre a atteint 326 millions de dollars, ce qui représente une progression de 33 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, malgré l'effet défavorable, à hauteur de 42 millions de dollars, de la conversion des devises, et une progression de 44 millions de dollars, ou de 16 %, par rapport à celui du trimestre précédent. Ces augmentations reflètent la forte croissance du volume à l'échelle du secteur ainsi que l'incidence favorable des acquisitions et de l'élargissement des marges. Ces facteurs ont toutefois été contrebalancés partiellement par une hausse des dotations à la provision pour pertes sur prêts particuliers au Mexique.

Le secteur a représenté 34 % du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Banque et il a affiché un rendement des capitaux propres de 17,6 %.

L'actif moyen de 79 milliards de dollars représente une croissance de 10 milliards de dollars, ou de 14 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, malgré l'effet défavorable, à hauteur de 12 %, de la conversion des devises. Cette augmentation est attribuable à l'acquisition au Chili, à la hausse de 23 % des prêts aux entreprises, principalement en Asie, et à la croissance robuste des prêts sur cartes de crédit et des prêts hypothécaires, respectivement de 33 % et de 24 %. La croissance interne des dépôts à faible coût, à hauteur de 9 %, a également été appréciable. Comparativement à celui du trimestre précédent, l'actif moyen a progressé de 9 milliards de dollars, ou de 13 %, augmentation qui est attribuable dans une proportion de 60 % à la croissance interne et dans une proportion de 40 %, aux acquisitions.

Le total des revenus s'est chiffré à 1 153 millions de dollars au cours du trimestre, en hausse de 174 millions de dollars, ou de 18 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de 2007, malgré l'incidence défavorable, à hauteur de 112 millions de dollars, de la conversion des devises. Comparativement à ceux du trimestre précédent, les revenus ont augmenté de 113 millions de dollars, ou de 11 %.

Le revenu d'intérêts net s'est élevé à 797 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 118 millions de dollars, ou de 17 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, malgré l'incidence défavorable de la conversion de devises, chiffrée à 79 millions de dollars. En regard de celui du trimestre précédent, le revenu d'intérêts net a augmenté de 66 millions de dollars, ou de 9 %. Cette progression a été soutenue par une croissance interne très importante au chapitre des prêts et des dépôts dans l'ensemble du secteur ainsi que par les acquisitions réalisées. Les marges nettes sur intérêts se sont accrues légèrement par rapport à celles du deuxième trimestre de 2007, mais ont rétréci en regard de celles du trimestre précédent en raison des pertes nettes découlant des instruments dérivés utilisés aux fins de gestion de l'actif et du passif.

Les autres revenus ont grimpé de 56 millions de dollars, ou de 19 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2007 pour atteindre 356 millions de dollars, malgré l'incidence défavorable, à hauteur de 33 millions de dollars, de la conversion des devises. Cette hausse a découlé des acquisitions, de l'accroissement des gains sur les titres détenus à des

fins autres que de transaction et des revenus tirés des opérations de change en Amérique du Sud, ainsi que de la croissance généralisée des autres revenus liés aux opérations. Comparativement à ceux du trimestre précédent, les autres revenus se sont accrus de 47 millions de dollars en raison des variations positives de la juste valeur de certains titres détenus à des fins autres que de transaction en comparaison avec des variations négatives enregistrées au trimestre précédent, de la croissance découlant des acquisitions, de la hausse des revenus tirés des opérations de change et de l'incidence favorable de la conversion des devises.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances se sont élevées à 60 millions de dollars pour le deuxième trimestre, contre 30 millions de dollars tant pour la période correspondante de l'exercice précédent que pour le trimestre précédent. L'augmentation des dotations par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent est due à une combinaison de facteurs, notamment la croissance des actifs des particuliers, la hausse du taux de défaillance au Mexique et un moins grand nombre de reprises de provisions relatives aux portefeuilles de prêts particuliers et aux entreprises. L'augmentation depuis le trimestre précédent est principalement attribuable au fait que le trimestre précédent avait bénéficié de reprises plus importantes sur certaines provisions qui n'étaient plus nécessaires. Les dotations à la provision dans le portefeuille de prêts particuliers ont augmenté légèrement par rapport à celles du trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 615 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, en hausse de 7 % ou de 38 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2007. Cette hausse comprend l'incidence favorable de la conversion des devises, à hauteur de 50 millions de dollars, contrebalancée par l'augmentation de 32 millions de dollars attribuable aux acquisitions. Le reste de l'augmentation est imputable aux mesures soutenues visant la croissance des activités et à l'ouverture de nouvelles succursales, y compris la progression de la rémunération et des charges liées au rendement au Mexique et au Pérou. Ces frais ont augmenté de 47 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, en raison principalement de l'incidence défavorable, à hauteur de 18 millions de dollars, de la conversion des devises, et d'une augmentation de 10 millions de dollars liée aux acquisitions. La tranche restante de 3 % de l'augmentation découle de l'augmentation du recouvrement de frais en Amérique du Sud au cours du trimestre précédent, ainsi que de l'accroissement des frais de publicité et d'occupation.

Le taux d'imposition effectif a été de 22,0 % pour le trimestre, contre 11,9 % pour le trimestre correspondant de 2007 et 27,6 % pour le trimestre précédent. La majoration du taux par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent s'explique par la hausse du taux d'imposition effectif au Mexique à la suite de l'utilisation complète des reports prospectifs de pertes fiscales. La diminution du taux par rapport à celui du trimestre précédent découle principalement de la majoration du taux d'imposition effectif au Mexique au cours du trimestre précédent conjuguée à l'augmentation du bénéfice dégagé dans les territoires où le taux d'imposition est faible, principalement en Asie.

Scotia Capitaux

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Résultat sectoriel					
Revenu d'intérêts net	246 \$	274 \$	296 \$	520 \$	565 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(9)	(10)	(51)	(19)	(81)
Autres revenus	292	131	360	423	721
Frais autres que d'intérêts	243	191	262	434	521
Charge d'impôts	49	33	125	82	230
Bénéfice net	255 \$	191 \$	320 \$	446 \$	616 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	4	4	2	8	4
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	251 \$	187 \$	318 \$	438 \$	612 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ¹⁾	29,6 %	22,6 %	33,4 %	26,2 %	32,0 %
Actif moyen (<i>en milliards de dollars</i>)	167 \$	157 \$	153 \$	162 \$	152 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

L'apport de Scotia Capitaux au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 251 millions de dollars pour le trimestre, en baisse de 67 millions de dollars, ou de 21 %, par rapport à l'apport pour le même trimestre de 2007, mais en hausse de 64 millions de dollars, ou de 34 %, par rapport à celui du trimestre précédent. La baisse par rapport au trimestre correspondant de 2007 s'explique par une augmentation des recouvrements d'intérêts et des reprises sur les provisions pour pertes sur prêts en 2007. La hausse par rapport au trimestre précédent résulte de la croissance des revenus de transaction, surtout provenant des produits dérivés, et des métaux précieux qui ont connu un trimestre sans précédent. Le rendement des capitaux propres, même au taux élevé de 29,6 %, a été inférieur à celui du deuxième trimestre de 2007, qui avait été soutenu par la forte montée des recouvrements d'intérêts et des reprises sur les provisions pour pertes sur prêts. Par contre, le rendement des capitaux propres pour le trimestre écoulé a largement dépassé celui du trimestre précédent. L'apport de Scotia Capitaux représente 26 % du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de la Banque.

L'actif total moyen a augmenté de 9 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, s'établissant à 167 milliards de dollars. Les titres et les prêts du portefeuille de transaction se sont accrus de 3 milliards de dollars, permettant ainsi de soutenir les activités des clients et les possibilités de transaction. En outre, la moyenne des prêts et des acceptations aux sociétés a grimpé de 7 milliards de dollars, ou de 25 %, pour l'ensemble des établissements, principalement grâce à la croissance des prêts de première qualité. L'augmentation des actifs de 10 milliards de dollars, ou de 6 %, par rapport aux actifs du trimestre précédent reflète la croissance tant des actifs de transaction que des actifs liés à des prêts aux sociétés.

Le total des revenus a atteint 538 millions de dollars, en baisse de 118 millions de dollars, ou de 18 %, par rapport à celui du deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'écart traduit un recul considérable des revenus tirés des services bancaires aux grandes sociétés aux États-Unis, en raison des recouvrements d'intérêts sur les prêts douteux en 2007 et d'une perte sur des titres détenus à des fins autres que de transaction qui a été constatée pour le trimestre à l'étude. De plus, les revenus du secteur Marchés des capitaux mondiaux ont reculé, quoique légèrement. Par ailleurs, la hausse des revenus de 133 millions de dollars ou de 33 % par rapport à ceux du trimestre précédent est imputable aux revenus de transaction nettement plus élevés du secteur Marchés des capitaux mondiaux, lequel avait connu une situation difficile sur le marché au cours du trimestre précédent.

Le revenu d'intérêts net s'est établi à 246 millions de dollars, soit 17 % de moins que celui du trimestre correspondant de 2007. La baisse s'explique surtout par le montant élevé des recou-

vements d'intérêts sur les prêts douteux dans la période correspondante de 2007. Toutefois, les prêts aux grandes sociétés ont considérablement augmenté dans toutes les régions, et les marges sur les prêts au Canada et aux États-Unis se sont améliorées. La baisse en regard du trimestre précédent tient essentiellement à la diminution des intérêts sur les transactions, ce facteur étant compensé en partie par l'accroissement des prêts aux grandes sociétés et des marges sur les prêts.

Au cours du trimestre, les recouvrements nets ont atteint 9 millions de dollars, contre 51 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et 10 millions de dollars au trimestre précédent. Les recouvrements nets réalisés au cours du trimestre à l'étude représentent principalement les recouvrements et les reprises sur provisions relativement aux portefeuilles canadien et américain, alors que ceux réalisés pour le trimestre correspondant de 2007 concernent le portefeuille américain et ceux du trimestre précédent concernent les portefeuilles canadien et européen. Aucune nouvelle provision n'a été constituée pour le trimestre écoulé.

Les autres revenus ont totalisé 292 millions de dollars, en baisse de 68 millions de dollars ou de 19 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ceux du secteur Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux ont fléchi de 62 millions de dollars en raison principalement de la perte sur des titres détenus à des fins autres que de transaction ayant découlé de l'acquisition d'un TCFG dans le cadre d'une convention d'achat d'actifs liquides aux États-Unis et d'une diminution des revenus tirés des services bancaires d'investissement. Ceux du secteur Marchés des capitaux mondiaux ont régressé de 3 % par suite d'une diminution des revenus de transaction de produits dérivés, laquelle a été largement compensée par une forte croissance des revenus de transaction sur les opérations de change et les opérations sur métaux précieux. En regard de ceux du trimestre précédent, les autres revenus ont augmenté de 161 millions de dollars, grâce surtout à une hausse des revenus de transaction du secteur Marchés des capitaux mondiaux.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre se sont établis à 243 millions de dollars, soit 19 millions de dollars, ou 7 %, de moins que ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, grâce surtout à une diminution de la rémunération liée au rendement et des coûts des activités de soutien, ces facteurs étant contrebalancés par une hausse des indemnités de départ et des frais informatiques. Comparativement au trimestre précédent, l'augmentation de la rémunération liée au rendement, des indemnités de départ et des frais informatiques a été partiellement compensée par un recul des honoraires professionnels et des coûts des activités de soutien.

Autres¹⁾

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)²⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Résultat sectoriel					
Revenu d'intérêts net ³⁾	(221)\$	(182)\$	(123)\$	(403)\$	(239)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	–	(25)	–	(25)
Autres revenus	114	66	118	180	275
Frais autres que d'intérêts	46	21	17	67	50
Charge d'impôts ³⁾	(121)	(119)	(52)	(240)	(87)
Bénéfice net	(32)\$	(18)\$	55 \$	(50)\$	98 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	3	4	2	7	4
Bénéfice net (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	(35)\$	(22)\$	53 \$	(57)\$	94 \$
Autres données					
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	37 \$	34 \$	33 \$	36 \$	31 \$

1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les redressements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

3) Compte tenu de l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôts présentée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts des trimestres terminés le 30 avril 2008 (100 \$), le 31 janvier 2008 (118 \$) et le 30 avril 2007 (109 \$) et des semestres terminés le 30 avril 2008 (218 \$) et le 30 avril 2007 (214 \$), pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

La perte attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établie à 35 millions de dollars pour le deuxième trimestre, contre une perte de 22 millions de dollars pour le trimestre précédent et un bénéfice de 53 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2007.

Le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts tiennent compte de l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôts. Ce montant est inclus dans les résultats des secteurs d'exploitation, lesquels sont présentés selon une base de mise en équivalence fiscale. L'élimination s'est chiffrée à 100 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre 118 millions de dollars pour le trimestre précédent et 109 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2007.

Le total des revenus pour le trimestre à l'étude donne un montant négatif de 107 millions de dollars, en baisse de 102 millions de dollars par rapport à celui du trimestre correspondant de 2007, mais en hausse de 9 millions de dollars comparativement à celui du trimestre précédent. Le revenu d'intérêts net s'est amoindri de 98 millions de dollars en regard de celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de l'effet défavorable de la variation de la juste valeur des dérivés utilisés aux fins de gestion de l'actif et du passif et de la hausse des frais de financement de gros. Par rapport au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net a diminué de 39 millions de dollars, surtout par suite d'un amoindrissement du bénéfice sur les opérations de financement.

Les autres revenus ont totalisé 114 millions de dollars et ont été semblables à ceux du trimestre correspondant de 2007, mais en hausse de 48 millions de dollars comparativement à ceux du trimestre précédent. La hausse en regard du trimestre précédent s'explique par une augmentation des gains sur les titres détenus à des fins autres que de transaction, principalement en raison des réductions de valeur de certains instruments de crédit structuré qui avaient été inscrites pour le premier trimestre, et par une hausse des revenus de titrisation.

Les frais autres que d'intérêts du trimestre à l'étude, qui se sont chiffrés à 46 millions de dollars, représentent une hausse de 29 millions de dollars par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2007 et une hausse de 25 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre précédent. Ces hausses résultent essentiellement d'une majoration des frais juridiques engagés au cours du trimestre à l'étude.

Total

	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Résultat sectoriel					
Revenu d'intérêts net	1 873 \$	1 814 \$	1 794 \$	3 687 \$	3 570 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	153	111	20	264	83
Autres revenus	1 299	1 025	1 308	2 324	2 641
Frais autres que d'intérêts	1 794	1 669	1 726	3 463	3 450
Charge d'impôts	209	193	286	402	563
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	36	31	31	67	56
Bénéfice net	980 \$	835 \$	1 039 \$	1 815 \$	2 059 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	22	21	11	43	19
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	958 \$	814 \$	1 028 \$	1 772 \$	2 040 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ¹⁾	21,4 %	18,3 %	22,4 % ²⁾	20,0 %	22,4 % ²⁾
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	455 \$	429 \$	404 \$	442 \$	398 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

2) Certains chiffres correspondants du présent rapport trimestriel ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle du trimestre à l'étude.

Faits saillants par secteur géographique

	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
<i>(non vérifié)</i>					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires <i>(en millions de dollars)</i>					
Canada	552 \$	494 \$	561 \$	1 046 \$	1 105 \$
États-Unis	61	22	139	83	302
Mexique	75	63	124	138	271
Autres pays	348	252	211	600	423
Redressements du siège social	(78)	(17)	(7)	(95)	(61)
	958 \$	814 \$	1 028 \$	1 772 \$	2 040 \$
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>					
Canada	293 \$	285 \$	256 \$	289 \$	254 \$
États-Unis	29	29	32	29	33
Mexique	20	20	22	20	22
Autres pays	102	86	85	94	81
Redressements du siège social	11	9	9	10	8
	455 \$	429 \$	404 \$	442 \$	398 \$

Chiffres clés pour les trimestres

	Pour les trimestres terminés les							
	30 avril 2008	31 janv. 2008	31 oct. 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janv. 2007	31 oct. 2006	31 juillet 2006
Total des revenus (<i>en millions de dollars</i>)	3 172 \$	2 839 \$	3 078 \$	3 201 \$	3 102 \$	3 109 \$	2 868 \$	2 889 \$
Total des revenus (BMEF ¹⁾) (<i>en millions de dollars</i>)	3 272	2 957	3 294	3 302	3 211	3 214	2 999	2 989
Bénéfice net (<i>en millions de dollars</i>)	980	835	954	1 032	1 039	1 020	897	936
Bénéfice de base par action (<i>en dollars</i>)	0,97	0,83	0,95	1,03	1,04	1,02	0,90	0,94
Bénéfice dilué par action (<i>en dollars</i>)	0,97	0,82	0,95	1,02	1,03	1,01	0,89	0,93

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Données sur les actions

	Au 30 avril 2008
(<i>en milliers d'actions en circulation</i>)	
Actions ordinaires	986 905¹⁾
Actions privilégiées Série 12	12 000²⁾
Actions privilégiées Série 13	12 000³⁾
Actions privilégiées Série 14	13 800⁴⁾
Actions privilégiées Série 15	13 800⁵⁾
Actions privilégiées Série 16	13 800⁶⁾
Actions privilégiées Série 17	9 200⁷⁾
Actions privilégiées Série 18	13 800⁸⁾
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	500⁹⁾
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750¹⁰⁾
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750¹⁰⁾
Titres fiduciaires Série 2006-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750¹⁰⁾
Billets secondaires de la Fiducie Banque Scotia – Série A, émis par la Fiducie de billets secondaires Banque Scotia	1 000¹⁰⁾
Options en cours attribuées aux termes des régimes d'options sur actions pour l'achat d'actions ordinaires	26 972¹¹⁾

1) Au 15 mai 2008, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options en cours se chiffraient respectivement à 987 652 et à 26 224. Le nombre des autres titres de ce tableau demeure inchangé.

2) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

3) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,30 \$ par action.

4) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action.

5) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action.

6) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action, à l'exception du dividende initial payé le 28 janvier 2008, qui a été de 0,39195 \$ par action.

7) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,35 \$ par action, à l'exception du dividende initial payé le 28 avril 2008, qui a été de 0,33753 \$ par action.

8) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Le dividende initial, lorsqu'un tel dividende sera déclaré le cas échéant, sera versé le 29 juillet 2008 et s'établira à 0,4315 \$ par action. Les dividendes qui seront déclarés au cours de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 avril 2013, lorsque de tels dividendes seront déclarés le cas échéant, seront de 0,3125 \$ par action. À l'issue de la période initiale de cinq ans se terminant le 25 avril 2013, ainsi que tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront calculés au moyen du rendement sur cinq ans offert par les effet du gouvernement du Canada majoré de 2,05 %, cette somme étant multipliée par 25,00 \$.

9) Présentés dans les obligations au titre des instruments de capitaux propres au bilan consolidé.

10) Présentés dans les dépôts au bilan consolidé.

11) Comprend 17 586 options d'achat d'actions assorties de droits à la plus-value des actions (« composante DPV »).

On trouvera plus de renseignements, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 13, 14 et 16 des états financiers consolidés du 31 octobre 2007 publiés dans le Rapport annuel 2007, et à la note 5 figurant à la page 25 du présent rapport.

Conventions et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Il est recommandé de se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de 2007 pour obtenir de plus amples renseignements sur les importants principes comptables utilisés pour l'établissement de ces états financiers. Aucune nouvelle convention comptable ayant des conséquences importantes n'a été adoptée par la Banque au cours du deuxième trimestre de 2008.

Les principales hypothèses et bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes y afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le Rapport annuel 2007.

État consolidé des résultats

	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts					
Prêts	3 798 \$	3 825 \$	3 404 \$	7 623 \$	6 781 \$
Titres	1 200	1 168	1 286	2 368	2 417
Titres pris en pension	204	229	283	433	613
Dépôts auprès d'autres banques	260	319	266	579	517
	5 462	5 541	5 239	11 003	10 328
Frais d'intérêts					
Dépôts	2 948	3 078	2 600	6 026	5 126
Débitures subordonnées	36	24	30	60	63
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	9	9	13	18	26
Autres	596	616	802	1 212	1 543
	3 589	3 727	3 445	7 316	6 758
Revenu d'intérêts net	1 873	1 814	1 794	3 687	3 570
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 3)	153	111	20	264	83
Revenu d'intérêts net après la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 720	1 703	1 774	3 423	3 487
Autres revenus					
Revenus sur cartes	93	95	89	188	182
Services de dépôt et de paiement	208	207	199	415	405
Fonds communs de placement	78	78	73	156	141
Services de gestion des placements, de courtage et de fiducie	189	186	195	375	383
Commissions de crédit	140	133	129	273	261
Revenus de transaction	123	(44)	151	79	300
Services de banque d'investissement	170	164	195	334	389
Gain net sur les titres détenus à des fins autres que de transaction	59	20	79	79	206
Autres	239	186	198	425	374
	1 299	1 025	1 308	2 324	2 641
Revenu d'intérêts net et autres revenus	3 019	2 728	3 082	5 747	6 128
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux	1 005	978	1 004	1 983	2 007
Locaux et technologie	359	327	329	686	656
Communications	80	75	75	155	148
Publicité et prospection	78	69	70	147	146
Honoraires	68	45	48	113	93
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	38	14	34	52	73
Autres frais	166	161	166	327	327
	1 794	1 669	1 726	3 463	3 450
Bénéfice avant les éléments ci-dessous	1 225	1 059	1 356	2 284	2 678
Charge d'impôts	209	193	286	402	563
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	36	31	31	67	56
Bénéfice net	980 \$	835 \$	1 039 \$	1 815 \$	2 059 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	22	21	11	43	19
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	958 \$	814 \$	1 028 \$	1 772 \$	2 040 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (<i>en millions</i>)					
De base	986	985	992	985	992
Dilué	992	992	1 001	992	1 001
Bénéfice par action ordinaire (<i>en dollars</i>)					
De base	0,97 \$	0,83 \$	1,04 \$	1,80 \$	2,06 \$
Dilué	0,97 \$	0,82 \$	1,03 \$	1,79 \$	2,04 \$
Dividendes par action ordinaire (<i>en dollars</i>)	0,47 \$	0,47 \$	0,42 \$	0,94 \$	0,84 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

		Aux		
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	30 avril 2007
Actif				
Liquidités				
Trésorerie et dépôts sans intérêt auprès d'autres banques	2 641 \$	2 816 \$	2 138 \$	2 532 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	26 178	29 431	23 011	23 967
Métaux précieux	3 668	4 164	4 046	4 623
	32 487	36 411	29 195	31 122
Titres				
Détenus à des fins de transaction	62 138	60 702	59 685	71 547
Disponibles à la vente	34 322	32 992	28 426	28 474
Placements comptabilisés à la valeur de consolidation	802	788	724	153
	97 262	94 482	88 835	100 174
Titres pris en pension	15 323	20 362	22 542	25 867
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	108 382	105 532	102 154	94 706
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	45 273	43 513	41 734	40 408
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	104 928	101 389	85 500	83 424
	258 583	250 434	229 388	218 538
Provision pour pertes sur créances (note 3)	2 490	2 451	2 241	2 505
	256 093	247 983	227 147	216 033
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 782	12 518	11 538	10 277
Instruments dérivés	25 638	25 217	21 960	16 186
Terrains, bâtiments et matériel	2 506	2 460	2 271	2 308
Écart d'acquisition	2 162	1 266	1 134	1 176
Autres actifs incorporels	263	273	273	301
Autres actifs	9 057	8 450	6 615	8 266
	51 408	50 184	43 791	38 514
	452 573 \$	449 422 \$	411 510 \$	411 710 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	109 994 \$	108 219 \$	100 823 \$	97 218 \$
Entreprises et administrations publiques	176 878	175 772	161 229	157 919
Banques	35 566	32 806	26 406	36 466
	322 438	316 797	288 458	291 603
Autres				
Acceptations	11 782	12 518	11 538	10 277
Obligations relatives aux titres mis en pension	27 446	32 967	28 137	29 577
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	15 028	13 570	16 039	21 521
Instruments dérivés	24 010	25 046	24 689	14 167
Autres passifs	26 412	25 333	21 138	21 023
Participation sans contrôle dans les filiales	588	548	497	496
	105 266	109 982	102 038	97 061
Débetures subordonnées (note 4)	3 946	2 150	1 710	2 301
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	500	500	500	750
Capitaux propres				
Capital-actions				
Actions privilégiées (note 5)	2 210	1 865	1 635	1 290
Actions ordinaires et surplus d'apport	3 643	3 614	3 566	3 539
Bénéfices non répartis	18 300	17 809	17 460	16 763
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 6)	(3 730)	(3 295)	(3 857)	(1 597)
	20 423	19 993	18 804	19 995
	452 573 \$	449 422 \$	411 510 \$	411 710 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé de la variation des capitaux propres

	Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2008	30 avril 2007
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>		
Actions privilégiées		
Solde au début de la période	1 635 \$	600 \$
Émissions	575	690
Solde à la fin de la période	2 210	1 290
Actions ordinaires		
Solde au début de la période	3 566	3 425
Émissions	77	130
Rachats aux fins d'annulation	–	(16)
Solde à la fin de la période	3 643	3 539
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	17 460	15 843
Effet cumulatif de l'adoption des nouvelles conventions comptables	–	(61) ¹⁾
	17 460	15 782
Bénéfice net	1 815	2 059
Dividendes : actions privilégiées	(43)	(19)
actions ordinaires	(926)	(833)
Rachats d'actions	–	(218)
Autres	(6)	(8)
Solde à la fin de la période	18 300	16 763
Cumul des autres éléments du résultat étendu		
Solde au début de la période	(3 857)	(2 321)
Effet cumulatif de l'adoption des nouvelles conventions comptables	–	683 ¹⁾
Autres éléments du résultat étendu	127	41
Solde à la fin de la période	(3 730)	(1 597)
Total des capitaux propres à la fin de la période	20 423 \$	19 995 \$

État consolidé du résultat étendu

	Pour les trimestres terminés les		Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>				
Résultat étendu				
Bénéfice net	980 \$	1 039 \$	1 815 \$	2 059 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur le bénéfice (note 6)				
Variation nette des pertes de change non réalisées	(85)	(588)	800	(66)
Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(210)	17	(270)	65
Variation nette des gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(140)	20	(403)	42
Autres éléments du résultat étendu	(435)	(551)	127	41
Résultat étendu	545 \$	488	1 942 \$	2 100 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

1) Il y a lieu de se reporter à la note 1 pour obtenir une analyse des nouvelles conventions comptables portant sur les instruments financiers adoptées au premier trimestre de 2007.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé condensé des flux de trésorerie

	Pour les trimestres terminés les		Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Provenance (affectation) des flux de trésorerie (non vérifié) (en millions de dollars)				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	980 \$	1 039 \$	1 815 \$	2 059 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(23)	85	216	36
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	(11)	(115)	233	3
Titres détenus à des fins de transaction	(1 200)	(8 139)	(1 531)	(9 331)
Actifs dérivés	242	(4 618)	(885)	(4 437)
Passifs dérivés	(1 666)	2 667	(3 408)	1 489
Autres, montant net	648	(2 227)	1 502	(2 389)
	(1 030)	(11 308)	(2 058)	(12 570)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dépôts	4 007	21 175	21 337	28 582
Obligations relatives aux titres mis en pension	(5 841)	574	(1 612)	(4 062)
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	1 430	3 699	(1 336)	8 349
Actions privilégiées émises	345	345	575	690
Actions ordinaires émises	27	20	63	85
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	–	(234)	–	(234)
Déventures subordonnées émises	1 800	–	2 194	–
Dividendes versés en espèces	(485)	(428)	(969)	(852)
Autres, montant net	(477)	1 834	949	2 757
	806	26 985	21 201	35 315
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	3 558	(4 665)	(1 621)	(6 202)
Titres pris en pension	5 150	(1 872)	7 687	(296)
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(8 823)	(8 482)	(22 333)	(16 231)
Titrisations de prêts	1 142	595	1 692	1 443
Titres détenus à des fins autres que de transaction	(869)	(1 061)	(2 904)	(895)
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(90)	(44)	(185)	(164)
Autres, montant net ¹⁾	(35)	(37)	(1 081)	(119)
	33	(15 566)	(18 745)	(22 464)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	16	(87)	105	(29)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(175)	24	503	252
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 816	2 508	2 138	2 280
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période ²⁾	2 641 \$	2 532 \$	2 641 \$	2 532 \$
Décaissements effectués au titres des éléments suivants :				
Intérêts	3 571 \$	3 452 \$	7 224 \$	7 246 \$
Impôts sur les bénéfices	423 \$	333 \$	754 \$	616 \$

Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

1) Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2008, comprend des placements dans des filiales, déduction faite de montants respectifs de 2 \$ et de 37 \$ au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (néant et 3 \$ respectivement au 30 avril 2007) et déduction faite de montants respectifs de néant et de néant au titre de la contrepartie autre qu'en espèces constituée d'actions ordinaires nouvellement émises (11 \$ et 15 \$ respectivement au 30 avril 2007).

2) Représente la trésorerie et les dépôts sans intérêt auprès d'autres banques.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Ils doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2007. Les principales conventions comptables qui ont servi à établir ces états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans l'établissement des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice.

1. Modifications de conventions comptables

Aucune nouvelle convention comptable n'a été adoptée au cours de l'exercice en cours. Les modifications de conventions comptables sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés vérifiés de l'exercice 2007 de la Banque.

2. Cession de prêts par titrisation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation en procédant à la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Aucune perte sur créance n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008, la moyenne pondérée des hypothèses clés utilisées dans la mesure de la juste valeur aux dates des opérations de titrisation correspond à un taux de remboursement par anticipation de 20 %, à une marge excédentaire de 1,5 % et à un taux d'actualisation de 3,5 %. Le tableau qui suit présente un sommaire des cessions réalisées par la Banque.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Produit net en espèces ¹⁾	1 142 \$	550 \$	595 \$	1 692 \$	1 443 \$
Droits conservés	37	16	17	53	49
Passif de gestion conservé	(6)	(4)	(4)	(10)	(11)
	1 173	562	608	1 735	1 481
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés	1 142	555	605	1 697	1 466
Gain net (perte) sur la cession	31 \$	7 \$	3 \$	38 \$	15 \$

1) Exclut les prêts hypothécaires assurés qui ont été titrisés et conservés par la Banque et qui étaient de 555 \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2008 (1 351 \$ au 31 janvier 2008; 182 \$ au 30 avril 2007) et de 1 906 \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2008 (708 \$ au 30 avril 2007). Au 30 avril 2008, le solde des titres adossés à des créances hypothécaires s'élevait à 5 276 \$ et ces actifs ont été classés comme titres disponibles à la vente.

3. Prêts douteux et provision pour pertes sur créances

a) Prêts douteux

(en millions de dollars)	Montant brut	Provisions spécifiques ¹⁾	Aux		
			30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007
			Montant net	Montant net	Montant net
Par type de prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	419 \$	182 \$	237 \$	300 \$	203 \$
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	689	521	168	21	51
Prêts aux entreprises et aux administrations	904	464	440	368	347
Total	2 012 \$	1 167 \$	845 \$	689 \$	601 \$
Par secteur géographique					
Canada			309 \$	280 \$	231 \$
États-Unis			4	10	4
Autres pays			532	399	366
Total			845 \$	689 \$	601 \$

1) La provision spécifique pour les prêts douteux évaluée sur une base individuelle totalisait 464 \$ (494 \$ au 31 janvier 2008; 383 \$ au 31 octobre 2007).

b) Provision pour créances irrécouvrables

Le tableau qui suit présente un sommaire de la variation de la provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Solde au début de la période	2 462 \$	2 252 \$	2 631 \$	2 252 \$	2 618 \$
Radiations	(190)	(194)	(136)	(384)	(304)
Recouvrements	51	51	64	102	98
Dotation à la provision pour pertes sur créances	153	111	20 ⁴⁾	264	83
Autres, y compris le redressement de change	22	242	(63)	264	21
Solde à la fin de la période ¹⁾²⁾³⁾	2 498 \$	2 462 \$	2 516 \$	2 498 \$	2 516 \$

1) Au 30 avril 2008, comprend un montant de 149 \$ au titre des provisions spécifiques et un montant de 25 \$ au titre des provisions générales liées à l'acquisition d'une nouvelle filiale (177 \$ et néant, respectivement, au 31 janvier 2008; 27 \$ et 16 \$, respectivement, au 30 avril 2007), lesquels montants pourraient changer au terme de l'évaluation des actifs liés aux prêts acquis.

2) Au 30 avril 2008, un montant de 8 \$ a été inscrit dans les autres passifs (11 \$ au 31 janvier 2008; 11 \$ au 30 avril 2007).

3) Au 30 avril 2008, la provision générale pour pertes sur créances se chiffrait à 1 323 \$ (1 298 \$ au 31 janvier 2008; 1 298 \$ au 30 avril 2007).

4) Après réduction de 25 \$ de la provision générale.

4. Débentures subordonnées

Des débentures subordonnées d'un montant total de 300 millions de dollars ont été émises le 31 janvier 2008 et arriveront à échéance le 31 janvier 2018. Les intérêts sur ces débentures sont payables semestriellement à terme échu à partir du 31 juillet 2008, au taux annuel de 5,30 % jusqu'au 31 janvier 2013. Du 31 janvier 2013 à l'échéance, les intérêts sont payables trimestriellement à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1,90 %, à partir du 30 avril 2013. Ces débentures subordonnées sont remboursables en tout temps par la Banque, sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions financières du Canada. Les débentures subordonnées sont admissibles dans le capital de catégorie 2B.

Des débentures subordonnées rachetables d'un montant total de 10 milliards de yens ont été émises le 20 novembre 2007 et arriveront à échéance le 20 novembre 2037. Les intérêts sont payables semestriellement à terme échu à compter du 20 mai 2008, au taux annuel de 3,015 %. Les débentures subordonnées sont remboursables par la Banque le 20 novembre 2017 sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions financières du Canada. Les débentures subordonnées sont admissibles dans le capital de catégorie 2B.

5. Gestion du capital

La Banque s'est donné un cadre de gestion du capital afin de mesurer, d'utiliser et de surveiller son capital disponible et d'évaluer la suffisance. Ce cadre de gestion du capital vise à atteindre les trois principaux objectifs suivants : dépasser les seuils réglementaires et atteindre les cibles internes de capitaux à plus long terme, conserver une cote de crédit élevée et offrir un rendement acceptable aux actionnaires de la Banque.

Le capital est géré conformément à la politique de gestion du capital, qui est approuvée par le conseil d'administration. La haute direction élabore la stratégie en matière de capital et supervise les processus de gestion du capital de la Banque. Les groupes Finance, Trésorerie du Groupe et Gestion du risque global de la Banque jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la stratégie de la Banque en matière de capital et dans la gestion du capital. Le capital est géré en fonction de mesures du capital réglementaires et de mesures internes.

Même si la Banque est assujettie à plusieurs exigences en matière de fonds propres dans les différents secteurs d'activité et pays dans lesquels elle exerce ses activités, la suffisance des fonds propres est gérée sur une base consolidée. La Banque prend également des mesures pour s'assurer que ses filiales respectent ou dépassent les exigences réglementaires en matière de fonds propres au niveau local. Le principal organisme de réglementation auquel la Banque doit se conformer à l'égard de la suffisance de ses fonds propres consolidés est le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF ») du Canada. Les règles en matière de suffisance des fonds propres au Canada sont conformes dans une large mesure aux normes internationales fixées par la Banque des règlements internationaux. L'accord de Bâle sur les fonds propres révisé (« Bâle II ») a été adopté par la Banque et les autres banques canadiennes pour l'exercice en cours.

Des débentures subordonnées d'un montant total de 1 700 millions de dollars ont été émises le 27 mars 2008 et arriveront à échéance le 27 mars 2018. Les intérêts sont payables semestriellement à terme échu à compter du 29 septembre 2008, au taux annuel de 4,99 % jusqu'au 27 mars 2013. Du 27 mars 2013 à l'échéance, les intérêts sont payables trimestriellement à terme échu, à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 2,00 %, à partir du 27 juin 2013. Ces billets subordonnés sont remboursables en tout temps par la Banque, sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions financières. Les débentures subordonnées sont admissibles dans le capital de catégorie 2B.

Des débentures subordonnées d'un montant total de 10 milliards de yens ont été émises le 9 avril 2008 et arriveront à échéance le 9 avril 2038. Les intérêts sont payables semestriellement à terme échu à compter du 9 octobre 2008, au taux annuel de 3,37 %. Les débentures subordonnées sont remboursables par la Banque le 9 avril 2018 sous réserve de l'approbation écrite préalable du surintendant des institutions financières du Canada. Les débentures subordonnées sont admissibles dans le capital de catégorie 2B.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007, les coefficients de capital réglementaire sont déterminés conformément au cadre révisé sur les fonds propres fondé sur le rapport intitulé « Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres, dispositif révisé », communément appelé Bâle II. Les modifications apportées au calcul des fonds propres réglementaires par rapport à l'accord précédent (Bâle I) portent essentiellement sur le montant et la classification des inclusions et déductions au capital prescrites, comme le calcul de la déduction pour provision admissible et la déduction pour les sociétés définies (notamment les entités d'assurance et les sociétés associées), qui se subdivise maintenant en deux catégories de capital. En outre, le calcul de l'actif pondéré en fonction du risque a été révisé pour mieux harmoniser les paramètres de pondération avec le profil de risque individuel de chaque banque, en apportant des modifications importantes aux pondérations prescrites pour le risque de crédit, notamment par le recours à des mesures internes du risque de crédit et l'introduction d'une nouvelle pondération clarifiée pour l'exposition au risque d'exploitation. D'une manière générale, les exigences en matière de capital qui visent le risque de marché n'ont pas subi de changement.

Lorsqu'une banque parvient à prouver sa pleine conformité aux exigences de l'approche NI avancée et que le BSIF approuve l'utilisation de cette approche, la banque peut alors l'utiliser pour calculer les fonds propres requis. Toutefois, afin de limiter une baisse soudaine des fonds propres dans l'ensemble du secteur, des fonds propres minimums ont été imposés pour les deux premières années suivant l'adoption intégrale de l'approche NI avancée. Un seuil de fonds propres équivalant à 90 % de la formule préconisée par Bâle I s'applique durant la première année de l'autorisation définitive. Pour la deuxième année, le seuil passe à 80 % de la formule s'il y a lieu. Au cours du deuxième trimestre, la Banque a obtenu l'autorisation d'appliquer le seuil de 90 % de la part des autorités de réglementation.

La Banque a reçu une autorisation conditionnelle de la part du BSIF pour l'utilisation, en date du 1^{er} novembre 2007, de l'approche NI avancée à l'égard de ses portefeuilles importants du Canada, des États-Unis et d'Europe. Selon les objectifs de la Banque, cette approche sera adoptée à l'égard des autres porte-

feuilles de crédit en novembre 2010. Dans l'intervalle, la Banque utilisera l'approche standard pour ces portefeuilles. Par ailleurs, elle utilise actuellement l'approche standard pour calculer le capital requis pour le risque d'exploitation.

Le capital réglementaire total se compose du capital de catégorie 1 et du capital de catégorie 2 et se présente comme suit

	Aux		
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007 ⁽¹⁾
Capitaux propres présentés dans le bilan consolidé	20 423 \$	19 993 \$	18 804 \$
Ajouter : Obligations au titre des instruments de capitaux propres			
– titres de fiducies	2 750	2 750	2 750
Participation sans contrôle dans les filiales	588	548	497
Moins : Écart d'acquisition	(2 162)	(1 266)	(1 134)
Composantes du cumul des autres éléments du résultat exclues du capital de catégorie 1	(19)	(369)	(692)
Autres déductions du capital ⁽²⁾	(507)	(490)	–
Capital de catégorie 1	21 073 \$	21 166 \$	20 225 \$
Débitures subordonnées admissibles, déduction faite de l'amortissement	3 659	1 859	1 452
Obligations au titre des instruments de capitaux propres			
– billets de fiducie secondaires	1 000	1 000	1 000
Autres éléments de capital, montant net ⁽³⁾	(144)	(151)	304
Capital de catégorie 2	4 515 \$	2 708 \$	2 756 \$
Capital réglementaire total	25 588 \$	23 874 \$	22 981 \$

1) Depuis le 1^{er} novembre 2007, le capital réglementaire est déterminé conformément à Bâle II. Les chiffres correspondants au 31 octobre 2007 ont été déterminés conformément à Bâle I.

2) Comprend principalement 50 % des placements dans des sociétés définies et acquises après le 1^{er} janvier 2007. Avant le 1^{er} novembre 2007, l'intégralité des placements dans certaines sociétés définies étaient déduits du capital de catégorie 2. Depuis le 1^{er} novembre 2007, ces placements acquis après le 1^{er} janvier 2007 sont désormais séparés entre le capital de catégorie 1 et le capital de catégorie 2 à raison de 50 % chacun.

3) Comprend principalement le montant au titre de provision admissible pour pertes sur créances et les gains nets non réalisés après impôts sur les titres disponibles à la vente diminué des déductions prescrites, notamment les placements dans des sociétés définies.

On obtient les deux principaux coefficients de capital réglementaire servant à évaluer la suffisance du capital, soit le coefficient du capital de catégorie 1 et le coefficient du capital total, en divisant ces composantes du capital par l'actif pondéré en fonction du risque. L'actif pondéré en fonction du risque est obtenu au moyen de l'application d'une combinaison de mesures internes du risque de crédit de la Banque et des pondérations en fonction du risque prescrites par le BSIF à l'exposition au risque d'éléments inscrits au bilan ou hors bilan.

Les coefficients minimaux de capital réglementaire prescrits par le BSIF sont de 7 %, dans le cas du capital de catégorie 1, et de 10 %, dans le cas du capital total. Au 30 avril 2008 et au 31 janvier 2008, la Banque dépassait ces coefficients minimaux. Le BSIF a également prescrit un ratio actif/capital maximal de 20:1. Au 30 avril 2008 et au 31 janvier 2008, la banque respectait ce seuil.

Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Au cours du premier trimestre de 2007, la Banque a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités afin de racheter jusqu'à 20 millions de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 2 % des actions ordinaires en circulation de la Banque au 31 décembre 2007. L'offre s'est terminée le 11 janvier 2008. La Banque n'a pas racheté d'actions ordinaires aux termes de cette offre au cours du premier trimestre.

Des actions privilégiées de série 17 à dividende non cumulatif totalisant 230 millions de dollars ont été émises le 31 janvier 2008. Elles donnent droit à un dividende en espèces privilégié non cumulatif de 0,35 \$ par action, payable trimestriellement lorsqu'un tel dividende est déclaré, le cas échéant. Le dividende initial, versé le 28 avril 2008, s'est chiffré à 0,33753 \$ par action.

Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions pourront être rachetées par la Banque à compter du 26 avril 2013 moyennant un paiement de 26,00 \$ par action, majoré des dividendes déclarés qui n'auront pas été versés à la date alors fixée pour le rachat et, par la suite, d'une prime annuelle dégressive jusqu'au 26 avril 2017. Après cette date, aucune prime ne sera versée au rachat. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

Des actions privilégiées de série 18 à dividende non cumulatif et à taux révisé tous les cinq ans d'un montant total de 300 millions de dollars et de 45 millions de dollars, respectivement, ont été émises le 25 mars 2008 et le 27 mars 2008. Ces actions donnent droit à un dividende en espèces privilégié fixe non cumulatif payable trimestriellement lorsqu'un tel dividende est déclaré, le cas échéant, d'un montant de 0,3125 \$ par action pour la première période de taux fixe de cinq ans se terminant le 25 avril 2013. Le dividende initial, si un tel dividende est déclaré, sera payé le 29 juillet 2008 et s'établira à 0,4315 \$ par action. Après la première période de taux fixe de cinq ans, et après ajustement apporté tous les cinq ans par la suite, les dividendes seront déterminés par la somme des taux du gouvernement du Canada sur cinq ans et 2,05 %, multipliée par 25,00 \$. Les détenteurs d'actions privilégiées de série 18 ont le droit de convertir leurs actions en un nombre égal d'actions privilégiées de série 19 à dividende non cumulatif et à taux variable le 26 avril 2013 et chaque 26 avril à tous les cinq ans par la suite. Les actions privilégiées de série 19 donnent droit à un dividende en espèces privilégié non cumulatif à taux variable, lorsqu'un tel dividende est déclaré, le cas échéant, d'un montant par action égal à la somme du taux des bons du Trésor et 2,05 %, multiplié par

25,00 \$. Si la Banque détermine que les choix reçus de se prévaloir de cette option de conversion auront pour résultat que le nombre d'actions privilégiées de série 18 émises et en circulation deviendra inférieur à 1 000 000 d'actions à la date prévue de conversion des actions privilégiées de série 18, la totalité des actions privilégiées de série 18 émises et en circulation seront automatiquement converties à cette date en un nombre équivalent d'actions privilégiées de série 19. Sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions

financières du Canada, les actions privilégiées de série 18 et, s'il y a lieu, les actions privilégiées de série 19 peuvent être rachetées par la Banque. Ces actions sont rachetables au prix de 25,00 \$ l'action le 26 avril 2018 ainsi qu'à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite. À toute autre date à compter du 26 avril 2013, les actions privilégiées de série 19 pourront être rachetées au prix de 25,00 \$ l'action majoré d'une prime versée au rachat de 0,50 \$ par action. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.

6. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Les composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu au 30 avril 2008 et des autres éléments du résultat étendu pour le semestre terminé à cette date se présentaient comme suit :

Cumul des autres éléments du résultat étendu

	Aux dates indiquées et pour les semestres terminés à ces dates						
	Solde d'ouverture	Variation nette	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Montant transitoire	Variation nette	Solde de clôture
(en millions de dollars)	31 octobre 2007		30 avril 2008	31 octobre 2006	1 ^{er} novembre 2006		30 avril 2007
Gains (pertes) de change non réalisé(e)s sur conversion, déduction faite des activités de couverture	(4 549) \$	800 \$	(3 749) ¹⁾ \$	(2 321) \$	– \$	(66) \$	(2 387) ¹⁾ \$
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des activités de couverture	639	(270)	369 ²⁾	–	706	65	771 ²⁾
Gains (pertes) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	53	(403)	(350) ³⁾	–	(23)	42	19 ³⁾
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(3 857) \$	127 \$	(3 730) \$	(2 321) \$	683 \$	41 \$	(1 597) \$

1) Déduction faite d'une charge d'impôts de 574 \$ (néant au 30 avril 2007).

2) Déduction faite d'une charge d'impôts de 186 \$ (427 \$ au 30 avril 2007). Le gain net non réalisé au 30 avril 2008 comprend également des pertes non réalisées (après impôts) de 417 \$ sur les titres disponibles à la vente (147 \$ au 30 avril 2007).

3) Compte tenu d'une économie d'impôts de 163 \$ (charge de 8 \$ au 30 avril 2007).

Autres éléments du résultat étendu

Le tableau qui suit présente un sommaire des variations des composantes des autres éléments du résultat étendu.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		Pour les semestres terminés les	
	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Variation nette des pertes de change non réalisées				
Gains (pertes) de change non réalisés, montant net ¹⁾	182 \$	(1 009) \$	1 323 \$	(117) \$
Gains (pertes) sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, montant net ²⁾	(267)	421	(523)	51
	(85)	(588)	800	(66)
Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente				
Gains pertes non réalisé(e)s sur les titres disponibles à la vente, montant net ³⁾	(151)	70	(143)	141
Reclassement des gains nets au bénéfice net ⁴⁾	(59)	(53)	(127)	(76)
	(210)	17	(270)	65
Variation nette des gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie				
Gains (pertes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net ⁵⁾	22	(113)	300	134
Reclassement des (gains) pertes au bénéfice net, montant net ⁶⁾	(162)	133	(703)	(92)
	(140)	20	(403)	42
Autres éléments du résultat étendu	(435) \$	(551) \$	127 \$	41 \$

1) Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2008, déduction faite d'une charge d'impôts de néant (néant au 30 avril 2007).

2) Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2008, déduction faite d'une charge d'impôts de 241 \$ et 147 \$, respectivement (néant et néant, respectivement, au 30 avril 2007).

3) Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2008, compte tenu d'une économie d'impôts de 58 \$ et 104 \$, respectivement (charge d'impôts de 36 \$ et de 82 \$, respectivement, au 30 avril 2007).

4) Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2008, déduction faite d'une charge d'impôts de 32 \$ et 48 \$, respectivement (charge d'impôts de 23 \$ et de 37 \$, respectivement, au 30 avril 2007).

5) Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2008, déduction faite d'une charge d'impôts de 12 \$ et 138 \$, respectivement (économie d'impôts de 58 \$ et charge d'impôts de 67 \$, respectivement, au 30 avril 2007).

6) Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2008, déduction faite d'une charge d'impôts de 75 \$ et 326 \$, respectivement (économie d'impôts de 67 \$ et charge d'impôts de 46 \$, respectivement, au 30 avril 2007).

7. Instruments financiers

Gestion du risque financier

Les principales activités commerciales de la Banque donnent lieu à un bilan composé essentiellement d'instruments financiers. En outre, la Banque utilise les instruments financiers dérivés tant à des fins de transaction qu'à des fins de gestion de l'actif et du passif. Les principaux risques financiers découlant de la transaction d'instruments financiers comprennent le risque de crédit, le risque d'illiquidité et le risque de marché. La Banque mise sur un cadre de gestion du risque élaboré pour contrôler, évaluer et gérer ces risques. Ce cadre de gestion du risque comporte quatre principales composantes :

- Des pratiques exhaustives de gestion du risque qui déterminent la tolérance de la Banque au risque, qui établissent les plafonds et contrôles selon lesquels la Banque et ses filiales peuvent exercer leurs activités et qui reflètent les exigences des organismes de réglementation. Ces politiques sont approuvées par le conseil d'administration de la Banque, directement ou par l'entremise du Comité de direction et de gestion du risque.
- Des lignes directrices sont élaborées afin de clarifier les plafonds inhérents au risque et les conditions aux termes desquelles les politiques de gestion du risque de la Banque doivent être mises en œuvre.
- Des processus sont mis en place afin de permettre l'identification, l'évaluation, la documentation, la communication d'information et le contrôle des risques. Les normes établissent l'étendue et les attentes en matière de qualité de l'information requise nécessaire à la prise de décision.
- L'observation des politiques, des plafonds et des lignes directrices en matière de gestion du risque est évaluée et contrôlée et des rapports à cet effet sont produits afin de veiller à ce que les objectifs établis soient atteints.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une perte soit subie si un emprunteur ou une contrepartie n'honore pas ses engagements financiers ou contractuels envers la Banque. Le groupe Gestion du risque global élabore la stratégie de gestion du risque et la politique sur le risque de crédit de la Banque, et celles-ci sont examinées et approuvées tous les ans par le conseil d'administration. La stratégie de gestion du risque de crédit définit les marchés cibles et le seuil de tolérance à l'égard du risque qui sont établis à l'échelle de la Banque, lesquels sont ensuite redéfinis en fonction de chaque unité d'exploitation. Cette stratégie a pour objectifs de veiller à ce que pour la Banque, y compris chacune des unités d'exploitation :

- les marchés cibles et les produits et services offerts soient bien définis,
- les paramètres de risque à l'égard des nouvelles opérations et de l'ensemble des portefeuilles soient bien précisés,
- les opérations, notamment le montage, la syndication, la vente de prêts et les couvertures, soient gérées de manière à assurer l'atteinte des objectifs fixés pour l'ensemble des portefeuilles.

La politique de gestion du risque de crédit présente le détail, entre autres choses, des systèmes d'évaluation de la solvabilité

et des estimations paramétriques connexes, ainsi que de la délégation de pouvoir sur la question de l'octroi de crédit, du calcul de la provision pour pertes sur créances et de l'autorisation des radiations. Elle fait partie intégrante des politiques et procédures à l'échelle de la Banque qui englobent la gouvernance, la gestion du risque et la structure du contrôle.

Les systèmes d'évaluation du risque de crédit de la Banque permettent d'établir les paramètres estimatifs clés du risque de crédit, lesquels mesurent le risque de crédit et le risque inhérent à une opération. Pour les risques non liés aux portefeuilles de prêts aux particuliers, les paramètres sont associés à chaque facilité de crédit et à ses opérations au moyen d'une cote pour l'emprunteur et d'une cote pour l'opération. Le risque inhérent à l'emprunteur est évalué à l'aide de méthodes propres à des segments de l'industrie ou à des secteurs d'activité. Le risque inhérent aux facilités accordées à un emprunteur donné est évalué à la lumière de la structure des facilités et des garanties. En ce qui concerne les portefeuilles de prêts aux particuliers, chaque cas est attribué à une catégorie particulière (prêts immobiliers garantis, autres opérations de détail -- crédit à terme, crédit renouvelable non garanti) et, au sein de chaque catégorie, à une cote de risque. Cette méthode permet de bien différencier les risques et d'estimer, d'une manière appropriée et uniforme, les caractéristiques de la perte éventuelle au niveau de la catégorie et de la cote de risque.

Qualité du crédit des actifs financiers

Le portefeuille des grandes entreprises de la Banque est bien diversifié par secteur et les concentrations de risque de crédit n'ont subi aucune modification importante depuis le 31 octobre 2007.

Les portefeuilles de prêts aux particuliers de la Banque se composent de petits prêts à un grand nombre d'emprunteurs. Ces portefeuilles sont répartis dans tout le Canada ainsi que dans un grand nombre de pays. De par leur nature, ces portefeuilles sont donc très diversifiés.

a) Grandes sociétés et entreprises

Les décisions en matière de crédit sont fondées sur l'évaluation du risque de crédit de l'emprunteur ou de la contrepartie.

Parmi les principaux facteurs dont l'évaluation tient compte, mentionnons l'équipe de direction de l'emprunteur, les résultats financiers actuels et prévus ainsi que les antécédents en matière de crédit de l'emprunteur, le secteur au sein duquel l'emprunteur exerce ses activités, les tendances économiques et le risque géopolitique. Les unités d'exploitation de la Banque et le groupe Gestion du risque global passent régulièrement en revue la qualité du portefeuille de prêts dans l'ensemble de la Banque afin d'évaluer si les tendances économiques ou des événements particuliers peuvent avoir une incidence sur le rendement du portefeuille.

Au 30 avril 2008, une proportion considérable du portefeuille de prêts autorisés aux grandes sociétés et aux entreprises était constituée de prêts cotés à l'interne selon une notation qui correspondrait, en règle générale, à l'attribution d'une notation de grande qualité de la part des agences de notation externes.

b) Prêts aux particuliers

Les méthodes de la Banque en matière de consentement de crédit et de modélisation des risques au Canada sont centrées sur le client plutôt que sur le produit. En général, les décisions liées aux prêts aux particuliers sont fondées sur des cotes de risque qui sont générées à l'aide de modèles prédictifs de notation. Les demandes de crédit individuelles sont traitées par le logiciel d'approbation de crédit de la Banque qui permet de calculer la dette maximale que le client peut contracter.

Au 30 avril 2008, le montant des prêts aux particuliers en souffrance autres que les prêts douteux était peu élevé.

Instruments dérivés

Pour contrôler le risque de crédit lié aux produits dérivés, la Banque met en œuvre les mêmes opérations et processus de gestion du risque de crédit que ceux qui sont utilisés dans les activités de prêt aux fins de l'évaluation et de l'approbation du risque de crédit éventuel. La Banque établit des plafonds pour chaque contrepartie, mesure le risque à sa juste valeur actuelle, majorée pour tenir compte du risque futur, et fait appel à des techniques d'atténuation du risque de crédit comme la compensation et le nantissement. Les contreparties de grande qualité représentent une proportion considérable de l'exposition au risque de crédit découlant des opérations sur produits dérivés de la Banque au 30 avril 2008.

Les instruments dérivés utilisés par la Banque comprennent les dérivés de crédit dans ses portefeuilles de placement et de prêts. La Banque vend de l'assurance crédit qui l'expose aux risques liés à des cautionnements ou à des prêts, tandis que l'assurance-crédit qu'elle achète sert à gérer et atténuer les risques de crédit.

Garanties*a) Garanties détenues*

Dans le cours normal de ses activités, la Banque obtient des garanties relativement à certaines opérations afin de réduire son risque de contrepartie. La Banque est habituellement autorisée à vendre ou à redonner en nantissement les garanties qu'elle reçoit selon les modalités habituelles et usuelles applicables aux activités normales visant des dérivés, aux activités de prêts et d'emprunt de titres et aux autres activités de prêts.

Actifs liquides

			Au
			30 avril 2008
	Dollars canadiens	Devises	Total
<i>(en millions de dollars)</i>			
Trésorerie et dépôts à la Banque du Canada	687 \$	4 248 \$	4 935 \$
Dépôts auprès d'autres banques	5 436	22 116	27 552
Titres	52 452	25 912	78 364
Prêts à vue et à moins de un an	–	1 025	1 025
	58 575 \$	53 301 \$	111 876 \$
Actifs liquides en pourcentage de l'actif total			24,7 %

b) Garanties données

Dans le cours normal de ses activités, la Banque donne en nantissement des titres et d'autres actifs afin de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Au 30 avril 2008, le total des actifs donnés en nantissement s'établissait à 46 milliards de dollars (40 milliards de dollars au 31 janvier 2008; 40 milliards de dollars au 31 octobre 2007). Les opérations de nantissement sont exécutées selon les modalités communes et usuelles applicables aux activités normales visant des dérivés, aux activités de prêts et d'emprunt de titres et aux autres activités de prêts. La Banque met en œuvre des contrôles de gestion du risque standards en ce qui a trait au nantissement d'actifs.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité désigne le risque que la Banque ne puisse remplir ses obligations financières dans les délais prévus, à un prix raisonnable. Le risque d'illiquidité de la Banque fait l'objet de contrôles de gestion du risque exhaustifs et il est géré dans le cadre des politiques et des plafonds approuvés par le conseil d'administration. Le conseil reçoit des rapports sur l'exposition au risque et sur les résultats obtenus par rapport aux plafonds approuvés. Le Comité de gestion du passif supervise le risque d'illiquidité pour la haute direction, avec laquelle il se réunit sur une base hebdomadaire.

Les éléments clés du cadre de gestion du risque d'illiquidité de la Banque sont les suivants :

- Mesures et plafonds relatifs à la gestion du risque d'illiquidité, y compris l'établissement de plafonds à l'égard des sorties de fonds nettes maximales par devise pouvant être effectuées au cours d'une période à court terme donnée;
- Diversification prudente des activités de financement de gros au moyen de divers programmes de financement afin d'accéder aux marchés des capitaux internationaux et de gérer son profil d'échéance, lorsque nécessaire;
- Maintien d'un bloc considérable d'actifs liquides aux fins du soutien des activités, tel qu'il est indiqué dans le tableau plus bas. De façon générale, la Banque peut vendre ou donner ces actifs en nantissement en vue d'honorer ses engagements.
- Essais dans des conditions critiques visant la liquidité, y compris des scénarios à l'échelle de la Banque, à l'échelle canadienne et à l'échelle mondiale;
- Élaboration d'un plan d'urgence en matière de liquidité.

Échéances contractuelles

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles de certains des passifs financiers de la Banque au 30 avril 2008. Les passifs-dépôts de la Banque présentés ci-dessous ont été comptabilisés au Canada et aux États-Unis et ils s'élèvent à 241 milliards de dollars, soit 75 % du total des dépôts de la Banque.

<i>(en millions de dollars)</i>	Payables à vue	Payables sur préavis	Payables à terme fixe			Total
			Moins de un an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Dépôts	26 097 \$	42 127 \$	112 595 \$	52 850 \$	7 733 \$	241 402 \$
Déventures subordonnées	–	–	252	–	3 694	3 946
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	–	–	–	–	500	500
Total	26 097 \$	42 127 \$	112 847 \$	52 850 \$	11 927 \$	245 848 \$

Dépôts

Les activités étrangères de la Banque ont des cadres de gestion de la liquidité qui sont semblables à celui de la Banque. Les dépôts locaux sont gérés sous l'angle du risque d'illiquidité en fonction des cadres de gestion locaux et des exigences réglementaires locales.

Engagements de crédit

Dans le cours normal des activités, la Banque contracte des engagements de crédit qui représentent une promesse de rendre un crédit disponible à certaines conditions, sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'une durée déterminés. Ces engagements, qui ne sont pas reflétés dans le bilan consolidé, sont assujettis aux normes habituelles en matière de crédit, de contrôle financier et de contrôle du risque. Au 30 avril 2008, la plupart des engagements de crédit avaient une durée à courir jusqu'à l'échéance de moins de un an.

Instruments dérivés

La Banque est exposée au risque d'illiquidité lorsqu'elle a recours à des instruments dérivés pour répondre aux besoins des clients, pour générer des revenus des activités de transaction, pour gérer les risques de marché et de crédit liés à ses activités d'octroi de prêts, de financement et de placement ainsi que pour réduire le coût de son capital. Au 30 avril 2008, plus de la moitié de la valeur nominale de référence des instruments dérivés de la Banque vient à échéance à moins de un an, tandis que 86 % de ceux-ci viennent à échéance à moins de cinq ans.

Risque de marché

Le risque de marché découle des fluctuations des prix et des taux du marché (dont les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les taux de change et le prix des marchandises), des corrélations entre ces éléments et de l'ampleur de leur volatilité. Le risque de marché fait l'objet de contrôles de gestion du risque exhaustifs et il est géré au moyen du cadre de politiques et plafonds à l'égard du risque de marché, lequel est approuvé par le conseil d'administration. Le CGP et le Comité de gestion du risque de marché et d'application des politiques veillent à l'application du cadre établi par le conseil et ils surveillent les risques de marché auxquels la Banque est exposée ainsi que les activités qui donnent lieu à ces risques.

La Banque fait appel à un certain nombre de mesures et de modèles pour mesurer et contrôler le risque de marché. Les

mesures utilisées sont choisies en fonction d'une évaluation de la nature des risques que comporte une activité particulière. Les principales techniques de mesure sont la valeur à risque (« VAR »), les essais dans des conditions critiques, l'analyse de sensibilité et les modèles de simulation et l'analyse des écarts. Le conseil d'administration passe en revue les résultats de ces mesures sur une base trimestrielle. Les modèles sont validés séparément avant leur mise en œuvre et ils font l'objet d'un examen périodique officiel.

La VAR est une mesure statistique qui sert à estimer la perte de valeur potentielle des positions de transaction de la Banque attribuable aux fluctuations défavorables des cours du marché sur un horizon temporel déterminé et selon un seuil de confiance donné (se reporter à la rubrique « Gestion du risque liée aux portefeuilles de transaction » à la page 31). La qualité de la VAR de la Banque est validée par des évaluations rétroactives régulières, au cours desquelles la VAR est comparée aux bénéfices et aux pertes hypothétiques et réels. À titre de complément à la VAR, la Banque a aussi recours à des essais dans des conditions critiques afin d'évaluer l'incidence, sur les portefeuilles de transaction, de mouvements anormalement amples dans les facteurs du marché et de périodes d'inactivité prolongée. Le programme d'essais dans des conditions critiques est conçu de manière à circonscrire les principaux risques et à faire en sorte que le capital de la Banque puisse aisément absorber les pertes potentielles résultant d'événements anormaux. La Banque soumet ses portefeuilles de transaction à plus de 75 essais dans des conditions critiques chaque jour et à plus de 250 essais dans des conditions critiques chaque mois.

L'analyse de sensibilité permet d'évaluer l'effet de l'évolution des taux d'intérêt sur les résultats courants et sur la valeur économique de l'actif et du passif. Les modèles de simulation selon différents scénarios sont particulièrement importants pour la gestion du risque inhérent aux produits de dépôt, de prêt et de placement que la Banque offre aux particuliers. L'analyse des écarts sert à évaluer la sensibilité aux taux d'intérêt qu'on trouve dans les services que la Banque offre aux particuliers, dans ses services bancaires de gros et dans son secteur Opérations internationales. Dans le cadre d'une analyse des écarts, les actifs et les passifs ainsi que les instruments dérivés sensibles aux taux d'intérêt sont classés selon des périodes données, selon les dates contractuelles d'échéance ou de révision des taux d'intérêt, en prenant la date la plus proche, en fonction des dates prévues de modification des taux.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt, y compris le risque d'écart de taux, correspond au risque de perte imputable aux variations du degré, de la forme et de l'inclinaison de la courbe de rendement, à la volatilité des taux d'intérêt, aux taux de remboursement anticipé des prêts hypothécaires, aux variations du prix du crédit sur le marché et à la solvabilité d'un émetteur donné. La Banque gère activement son exposition aux taux d'intérêt en vue d'améliorer le revenu d'intérêts net dans le cadre de tolérances établies à l'égard du risque. Le risque de taux d'intérêt découlant des activités de financement et de placement de la Banque est géré conformément aux politiques et aux plafonds globaux approuvés par le conseil, qui visent à contrôler le risque auquel sont assujettis le bénéfice et la valeur économique des capitaux propres. Le plafond relatif au bénéfice mesure l'incidence d'une variation donnée des taux d'intérêt sur le bénéfice net de l'exercice de la Banque, tandis que celui qui est lié à la valeur économique mesure l'incidence d'une variation donnée des taux d'intérêt sur la valeur actuelle de l'actif net de la Banque. Celle-ci utilise aussi des plafonds d'écart pour contrôler le risque de taux d'intérêt afférent à chaque devise.

Compte tenu des positions de la Banque en matière de taux d'intérêt au 30 avril 2008, le tableau suivant indique l'incidence possible après impôts sur le bénéfice net au cours des douze prochains mois et sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque d'une hausse ou d'une baisse immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt, pour toutes les devises.

Sensibilité aux taux d'intérêt

<i>(en millions de dollars)</i>	Bénéfice net	Valeur économique des capitaux propres
Augmentation de 100 points de base	107 \$	(259)\$
Diminution de 100 points de base	(99)\$	233 \$

Risque de change

Le risque de change correspond au risque de perte découlant de la fluctuation des cours au comptant et des cours à terme et de la volatilité des taux de change. Le risque de la Banque lié à ses investissements nets dans des établissements étrangers autonomes est assujéti au plafond approuvé par le conseil d'administration. Ce plafond tient compte de la volatilité éventuelle des capitaux propres et de l'incidence éventuelle des fluctuations du change sur les coefficients de capital. Chaque trimestre, le CGP examine la position de la Banque quant à ces investissements nets. La Banque peut protéger ce risque en totalité ou en partie en finançant ces placements dans la même monnaie ou au moyen d'autres instruments financiers, notamment des dérivés.

La Banque est exposée au risque de change sur le bénéfice issu de ses établissements étrangers. Pour gérer ce risque, elle extrapole ses revenus et ses dépenses en devises, qui sont principalement libellés en dollars américains, sur un certain nombre de trimestres futurs. Le CGP évalue les données économiques et effectue des prévisions afin de décider quelle

est la tranche des revenus et dépenses estimatifs futurs en devises à couvrir. Les instruments de couverture comprennent généralement les contrats au comptant et à terme sur devises ainsi que les options sur devises et les swaps de devises.

En l'absence de couverture, au 30 avril 2008, une hausse (baisse) de un pour cent du dollar canadien par rapport à toutes les devises dans lesquelles la Banque exerce ses activités diminuerait (augmenterait) son bénéfice annuel avant impôts d'environ 34 millions de dollars, principalement en raison de sa position en dollars américains. Au 30 avril 2008, compte tenu des activités de couverture, une variation similaire du dollar canadien augmenterait (diminuerait) d'environ 153 millions de dollars les pertes de change non réalisées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu figurant dans les capitaux propres.

Risque sur actions

Le risque sur actions correspond au risque de perte découlant de fluctuations défavorables du cours des instruments de capitaux propres. Le risque lié aux cours des actions est souvent subdivisé en deux catégories : le risque sur actions général, qui renvoie à la sensibilité d'un instrument ou de la valeur d'un portefeuille aux fluctuations du cours de l'ensemble des titres de capitaux propres, et le risque lié à des titres particuliers, qui renvoie à la partie de la volatilité du cours d'un instruments de capitaux propres donné qui est déterminée selon les caractéristiques propres à l'entité.

La Banque est exposée au risque sur actions par l'intermédiaire de ses portefeuilles de placement de titres de participation, lesquels portefeuilles font l'objet de contrôles approuvés par le conseil d'administration en matière de plafonds s'appliquant aux portefeuilles, à la valeur à risque et aux essais dans des conditions critiques. Les placements en titres de capitaux propres comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi qu'un portefeuille diversifié de fonds gérés par des tiers.

La plupart des portefeuilles de placement de titres de participation de la Banque sont gérés par le Groupe Trésorerie sous l'orientation stratégique du CGP. Le Groupe Trésorerie délègue la gestion d'une partie des portefeuilles de titres de participation et de titres de nature semblable à Gestion de placements Scotia Cassels Limitée et à d'autres gestionnaires de fonds externes afin de bénéficier de leur expertise dans des créneaux et des produits déterminés.

Au 30 avril 2008, la juste valeur des titres de capitaux propres disponibles à la vente s'établissait à 3 231 millions de dollars.

Gestion du risque lié au portefeuille de transaction

Les politiques, processus et contrôles à l'égard de ses activités de transaction sont conçus de manière à établir un équilibre entre l'exploitation rentable des occasions de transaction et la gestion de la volatilité des résultats, dans un cadre de pratiques saines et prudentes. Les activités de transaction sont surtout axées sur le client, mais ont trait aussi aux besoins propres de la Banque.

Le risque de marché découlant des activités de transaction de la Banque est géré conformément aux politiques et plafonds approuvés par le conseil, y compris les plafonds globaux établis par la VAR et les essais dans des conditions critiques.

Les portefeuilles de transaction sont évalués à la valeur de marché conformément aux politiques d'évaluation de la Banque. Les positions sont évaluées à la valeur de marché quotidiennement et les évaluations sont examinées de façon régulière et indépendante par les services administratifs ou par les unités du groupe Gestion du risque global. En outre, ces unités établissent des rapports sur les gains et les pertes, sur la VAR et sur le respect des plafonds établis, qu'elles remettent aux dirigeants des unités d'exploitation et à la haute direction, qui les évaluent et y donnent suite au besoin. La VAR est calculée chaque jour selon un seuil de confiance de 99 % et une période de détention de un jour ainsi qu'à l'aide de simulations historiques fondées sur 300 jours de données du marché. Par conséquent, environ une fois par tranche de 100 jours, les positions du portefeuille de transaction peuvent subir une perte supérieure à celle prévue par la VAR.

Le tableau ci-dessous présente la VAR de la Banque par facteur de risque :

<i>(en millions de dollars)</i>	VAR quotidienne par facteur de risque			
	Au 30 avril 2008	Trimestre terminé le 30 avril 2008		
		Moyenne	Plafond	Plancher
Taux d'intérêt	14,0	12,8	17,7	9,7
Actions	2,9	3,0	4,3	2,1
Change	1,5	1,3	2,1	0,4
Marchandises	2,8	3,6	4,7	2,7
Effet de la diversification VAR à l'échelle de la Banque	(4,7)	(6,1)	s/o	s/o
	16,5	14,6	19,9	10,8

Couvertures

Il existe trois principaux types de couvertures aux fins de la comptabilité : i) les couvertures de juste valeur, ii) les couvertures de flux de trésorerie et iii) les couvertures d'un investissement net.

Dans une couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est contrebalancée dans l'état consolidé des résultats par la variation de la juste valeur de l'élément couvert ayant trait au risque couvert. La Banque utilise les couvertures de juste valeur essentiellement pour convertir le taux fixe des actifs et des passifs financiers en taux variable. Les principaux instruments financiers désignés dans une relation de couverture de juste valeur comprennent les actifs liés à des obligations, les prêts, les passifs-dépôts et les débiteures subordonnées.

Dans une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est inscrite dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert ait une incidence sur l'état consolidé des résultats. La Banque utilise les couvertures de flux de trésorerie essentiellement pour convertir le taux variable des passifs dépôts en taux fixe. Le reclassement du cumul des autres éléments du résultat étendu à l'état des résultats au cours des 12 prochains mois en raison des couvertures de flux de trésorerie en cours devrait donner lieu à une perte nette d'environ 153 millions de dollars (après impôts). Au 30 avril 2008, la durée maximale des couvertures de flux de trésorerie en cours était inférieure à sept ans.

Dans une couverture d'un investissement net, la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture est inscrite directement dans les autres éléments du résultat étendu. Ces montants sont constatés dans les résultats lorsque les écarts de conversion correspondants attribuables à des établissements étrangers autonomes sont portés aux résultats.

Toute inefficacité d'une couverture est évaluée et comptabilisée dans les résultats de la période en cours, dans l'état consolidé des résultats. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, la Banque a inscrit un gain de 3 millions de dollars (perte de 6 millions de dollars au 30 avril 2007), qui comprend un gain de 11 millions de dollars (perte de 5 millions de dollars au 30 avril 2007) relativement à ses couvertures de flux de trésorerie, en raison de la tranche inefficace des couvertures désignées. Au cours du semestre terminé le 30 avril 2008, la Banque a inscrit une perte de 3 millions de dollars (gain de 6 millions de dollars au 30 avril 2007), qui comprend un gain de 7 millions de dollars (gain de 4 millions de dollars au 30 avril 2007) relativement à ses couvertures de flux de trésorerie. Lorsque la juste valeur ou les flux de trésorerie cessent d'être couverts, tout rajustement cumulatif de l'élément couvert ou des autres éléments du résultat étendu est constaté dans les résultats sur la durée restante de la couverture d'origine ou lorsque l'élément couvert est décomptabilisé.

Éléments détenus à des fins de transaction

La Banque a choisi de désigner certains portefeuilles d'actifs et de passifs comme étant détenus à des fins de transaction. Ces éléments sont inscrits à leur juste et les variations de cette juste valeur sont comptabilisées dans les résultats.

Dans le cadre de ses activités de transaction, la Banque transige des dérivés de crédit pour le compte de ses clients. La Banque peut acheter les prêts sous-jacents à un tiers pour couvrir économiquement son exposition aux dérivés. Par conséquent, la Banque réduit considérablement, voire même élimine, la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre les deux instruments. La juste valeur de ces prêts s'élevait à 7,5 milliards de dollars au 30 avril 2008 (6,4 milliards de dollars au 31 janvier 2008 et 4,1 milliards de dollars au 31 octobre 2007). Les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu de transaction au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2008 correspondaient respectivement à un gain de 53 millions de dollars (gain de 94 millions de dollars au 30 avril 2007) et à une perte de 227 millions de dollars (gain de 204 millions de dollars au 30 avril 2007). Ces variations de la juste valeur ont été annulées par la variation de la juste valeur des instruments dérivés connexes.

Dans le cadre de ses activités de transaction, la Banque achète des éléments d'actif de prêts dans des portefeuilles spécialement autorisés dont le rendement est évalué en fonction de la juste valeur. La juste valeur de ces prêts s'élevait à 83 millions de dollars au 30 avril 2008 (110 millions de dollars au 31 janvier 2008 et 151 millions de dollars au 31 octobre 2007). Les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu de transaction au cours du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2008 correspondaient respectivement à un gain de moins

de 1 million de dollars (gain de 4 millions de dollars au 30 avril 2007) et à une perte de 3 millions de dollars (gain de 9 millions de dollars au 30 avril 2007).

La Banque a classé certains passifs au titre de billets de dépôt comportant des modalités de renouvellement comme étant détenus à des fins de transaction, afin de réduire considérablement la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre ces passifs et les variations de la juste valeur des dérivés connexes. La juste valeur de ces passifs s'établissait à 573 millions de dollars au 30 avril 2008 (766 millions de dollars au 31 janvier 2008 et 847 millions de dollars au 31 octobre 2007). Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2008,

les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu d'intérêts net correspondaient respectivement à une perte de 3 millions de dollars (perte de 1 million de dollars au 30 avril 2007) et à une perte de 13 millions de dollars (gain de 1 million de dollars au 30 avril 2007). Les variations de la juste valeur, essentiellement attribuables aux fluctuations des taux d'intérêt, ont été en grande partie compensées par les variations de la juste valeur des instruments dérivés connexes. Au 30 avril 2008, La Banque était tenue aux termes de contrats de verser 569 millions de dollars aux porteurs des billets à l'échéance (764 millions de dollars au 31 janvier 2008 et 853 millions de dollars au 31 octobre 2007).

8. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs comprennent les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi et les absences et congés rémunérés. Le tableau suivant résume les charges liées aux principaux régimes de la Banque¹⁾.

<i>(en millions de dollars)</i>	Trimestre terminé le			Semestre terminé le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Charges au titre des prestations constituées					
Régimes de retraite	1 \$	1 \$	7 \$	2 \$	16 \$
Autres régimes d'avantages sociaux	30	29	30	59	60
	31 \$	30 \$	37 \$	61 \$	76 \$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans les présentes données.

9. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée et commerciale ainsi qu'aux grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois grandes unités d'exploitation, à savoir :

Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces secteurs d'exploitation sont présentés dans les tableaux sur le revenu par secteur d'activité figurant aux pages 14 à 18.

10. Acquisitions

Le 26 novembre 2007, la Banque a conclu l'acquisition de Banco del Desarrollo, au Chili, en acquérant 99,5 % des actions en circulation en contrepartie de l'équivalent de 1,0 milliard de dollars canadiens. L'actif de Banco del Desarrollo au moment de l'acquisition se chiffrait à environ l'équivalent de 5,6 milliards de dollars canadiens et il se composait essentiellement de prêts. La Banque regroupera les activités de Banco del Desarrollo avec les activités bancaires existantes de Scotiabank Sud Americano. Selon les justes valeurs à la date d'acquisition, environ l'équivalent de 797 millions de dollars canadiens a été attribué à la valeur estimative de l'écart d'acquisition acquis. L'attribution du coût

d'acquisition se précisera à mesure que la Banque progressera dans son évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Le 28 septembre 2007, la Banque a acquis 18 % des titres de capitaux propres de Patrimoine Dundee Inc. en contrepartie de 348 millions de dollars. Le placement est constitué d'actions avec droit de vote et d'actions convertibles sans droit de vote nouvellement émises par Patrimoine Dundee Inc. La Banque peut faire l'acquisition d'actions supplémentaires sur le marché secondaire jusqu'à concurrence de 19,9 %. Ce placement est comptabilisé selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

11. Événements postérieurs à la date du bilan

Opérations portant sur les capitaux propres

Le 13 mai 2008, la Banque a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités visant le rachat d'un nombre maximal de 20 millions de ses actions ordinaires, ce qui représentait environ 2 % des actions ordinaires en circulation de la Banque au 30 avril 2008. L'offre prendra fin le 11 janvier 2009 ou à la date à laquelle la Banque aura racheté les actions, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

Acquisition

Le 13 mai 2008, la Banque a annoncé la conclusion d'une entente avec Sanpaola S.p.A visant l'acquisition de ses actions et autres participations dans Scotiabank Peru en contrepartie d'environ 230 millions de dollars, ce qui fera passer la participation de la Banque dans cette dernière de 78 % à 98 %.

Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en espèces sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les titulaires de débentures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2008

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
2 janvier	29 janvier
1 ^{er} avril	28 avril
2 juillet	29 juillet
7 octobre	29 octobre

Date de l'assemblée générale annuelle pour l'exercice 2008

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2008 aura lieu à Halifax (Nouvelle-Écosse) à 10 h 00, heure de l'Atlantique, le mardi 3 mars 2009.

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre d'actionnaire, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez visiter notre site Web : www.banquescotia.com.

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le 27 mai 2008 à compter de 14 h HAE. Les parties intéressées peuvent suivre la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1-800-733-7571 (numéro sans frais), 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur le lien « Relations avec les investisseurs » du site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse investor.relations@scotiabank.com.

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 27 mai au 12 juin 2008, au numéro de téléphone 416-640-1917, code 21271285, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

RENSEIGNEMENTS

Investisseurs

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
 Scotia Plaza
 44, rue King Ouest
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
 Téléphone : 416-866-5982
 Télécopieur : 416-866-7867
 Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques, Affaires de la société et Affaires gouvernementales à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416-866-3925
 Télécopieur : 416-866-4988
 Courriel : corpaff@scotiabank.com

Actionnaires

Pour obtenir des renseignements sur un changement d'inscription d'actions, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
 100, avenue University, 9^e étage
 Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
 Téléphone : 1-877-982-8767
 Télécopieur : 1-888-453-0330
 Courriel : service@computershare.com

Actionnaires (suite)

Coagent de transfert (États-Unis)
 Computershare Trust Company, Inc.
 350 Indiana Street
 Golden, Colorado 80401 U.S.A.
 Téléphone : 1-800-962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia
 Scotia Plaza
 44, rue King Ouest
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
 Téléphone : 416-866-4790
 Télécopieur : 416-866-4048
 Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.



^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.



Recyclé
Contribue à l'utilisation responsable
des ressources forestières

Cert no. SW-COC-1383
www.fsc.org
© 1996 Forest Stewardship Council